Quatre-vingt-sixième année. — N° 6. Le Numéro: 15 francs. Samedi 9 Janvier 1954.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 54-3 du 6 janvier 1954 autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale (p. 338).

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Décrets du 8 janvier 1954 portant promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 339).

Ministère des affaires étrangères.

Décret du 29 décembre 1953 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 339).

Ministère de l'intérieur.

Décret du 8 janvier 1954 portant homologation de décisions adoptées par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre-décembre 1953 (p. 339).

Décret du 8 janvier 1954 portant promotion d'un sous-préfet (p. 339).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Tableau d'avancement pour l'année 1954 (armée de l'air, active) (additif) (p. 339).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Arrêtés portant avancement de classe d'administrateurs civils à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie et à la direction des finances du Maroc (p. 339).

Arrêtés portant promotion et détachements :

Administration centrale des finances (p. 339).
Administration centrale des affaires économiques (p. 340).
Enregistrement (p. 340).
Office des changes (p. 340).
Services extérieurs du Trésor (p. 340).

Tableaux d'avancement de classe des secrétaires d'administration de la cour des comptes et de l'office des changes pour l'année 1953 et *arrêtés* portant promotions (p. 340).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 53-1354 du 30 décembre 1953 portant relèvement des indemnités de « panier » allouées à certains personnels relevant du ministère de l'éducation nationale (p. 340).

Décrets des 5 et 7 janvier 1954 portant promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 341).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret n° 53-1355 du 30 décembre 1953 concernant le régime de frais de déplacement applicable aux personnels de l'institut géographique national envoyés en opérations sur le terrain (p. 341).

Arrêté du 25 novembre 1953 fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) (p. 342).

Arrêté du 29 décembre 1953 fixant les conditions et le programme du concours pour l'admission au grade d'élève ingénieur des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) (p. 343).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Décret du 4 janvier 1954 portant délégation de pouvoirs (p. 346).

Décret du 5 janvier 1954 portant élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur (p. 346).

Décret n° 53-1247 relatif aux conseils d'administration des services nationaux d'Electricité de France et de Gaz de France (rectificatif) (p. 346).

Décret n° 53-1248 relatif au conseil d'administration des Houillères de bassin (rectificatif) (p. 346).

Décret n° 53-1249 relatif au conseil d'administration des Charbonnages de France (rectificatif) (p. 346).

Décret n° 53-1250 relatif au conseil d'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace (rectificatif)) (p. 346).

Ministère de l'agriculture.

Décret n° 53-1356 du 30 décembre 1953 fixant les modalités de rémunération des agents appelés à participer aux enquêtes agricoles de l'année 1953 et des années ultérieures (p. 344).

Décret n° 53-1357 du 30 décembre 1953 relatif aux indemnités d'habillement allouées aux personnels des haras astreints au port de l'uniforme (p. 345).

Décret n° 54-4 du 6 janvier 1954 modifiant le décret du 18 août 1938 instituant au ministère de l'agriculture une commission supérieure des allocations familiales agricoles, modifié par les décrets n° 46-1204 du 27 mai 1946 et n° 48-1197 du 19 juillet 1948 (p. 345).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret du 30 décembre 1953 approuvant la délibération n° 53-230 du 29 octobre 1953 de l'assemblée représentative de Madagascar instituant une taxe de développement économique (p. 346).

Décret n° 54-5 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française) (p. 346).

Décret n° 54-6 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française) (p. 346).

Décret n° 54-7 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores) (p. 350).

Décret n° 54-8 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun) (p. 351).

Décret n° 54-9 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français dans l'Inde) (p. 352).

Décret n° 54-10 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Saint-Pierre et Miquelon) (p. 352).

Décrets du 5 janvier 1954 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 353).

Ministère de la reconstruction et du logement.

Arrêtés des 6 et 7 janvier 1954 portant homologation de coefficients d'adaptation départementaux des prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 353).

Arrêtés portant titularisation et admission à la retraite (services extérieurs) (p. 354).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté du 30 décembre 1953 fixant la date et les conditions d'organisation du concours pour l'emploi de commis des services extérieurs (p. 355).

Arrêté du 31 décembre 1953 modifiant la compétence territoriale des directeurs interdépartementaux des anciens combattants et victimes de la guerre (p. 355).

Arrêté du 4 janvier 1954 portant relèvement des indemnités de vacations allouées aux membres des commissions médicales chargées de l'examen des candidats aux emplois réservés (p. 355).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté relatif à la composition du jury du concours pour le recrutement de pharmaciens inspecteurs de la santé (p. 354).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour (p. 356).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Convocation de commission. — Rectifications au compte rendu *in extenso* de la 2e séance du jeudi 31 décembre 1953 (p. 356).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Réunion de commission du vendredi 8 janvier 1954. — Convocations de commissions (p. 356).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions (p. 357).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis aux importateurs de pièces de rechange (rectificatif) (p. 358).

Avis aux importateurs de tracteurs originaires et en provenance de la république fédérale d'Allemagne (p. 358).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs de pièces de rechange (rectificatif) (p. 358).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux importateurs de tracteurs originaires et en provenance de la république fédérale d'Allemagne (p. 358).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de vacance d'un poste de médecin chef au quartier psychiatrique des hospices de Poitiers (Vienne) (p. 358).

Avis de concours pour le recrutement d'un directeur de bureau municipal d'hygiène à Tours (Indre-et-Loire) (p. 358).

Annonces (p. 359).

LOIS

LOI n° 54-3 du 6 janvier 1954 autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco, sur la sécurité sociale, conclue à Paris le 28 février 1952.

Un exemplaire du texte de la convention est annexé à la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 janvier 1954.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BIDAULT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le ministre de l'agriculture,
ROGER HOUDET.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PAUL COSTE-FLORET.

Loi n° 54-3. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi (n° 4052) ;
Rapport de M. Duquesne au nom de la commission du travail (n° 5622) ;
Avis de la commission des affaires étrangères (n° 6673) ;
Adoption sans débat le 30 octobre 1953.

Conseil de la République :

Transmission (n° 478, année 1953) ;
Rapport de M. Abel-Durand au nom de la commission du travail (n° 362, année 1953) ;
Avis de la commission des affaires étrangères (n° 641, année 1953) ;
Discussion et adoption de l'avis le 15 décembre 1953.

Assemblée nationale :

Acte pris de l'avis conforme le 18 décembre 1953.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 8 janvier 1954 portant élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 8 janvier 1954, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 31 décembre 1953 portant que la présente promotion est faite en conformité des lois et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est élevé à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

M. Paul-Louis-Victor Gaultier, membre de l'Institut. Commandeur du 1er août 1935.

Décret du 8 janvier 1954 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 8 janvier 1954, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 31 décembre 1953 portant que la présente promotion est faite en conformité des lois et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

M. Henri Friol, conseiller à la cour de cassation, directeur du cabinet du président de l'Assemblée nationale. Officier de la Légion d'honneur du 11 mars 1947.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 29 décembre 1953 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 29 décembre 1953, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères; vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 15 décembre 1953 portant que la nomination comprise dans le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur:

M. Pierre Lanrezac, industriel; 25 ans de service.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 8 janvier 1954 portant homologation de quatre décisions adoptées par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre-décembre 1953.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 15 et 16 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu les avis du ministre du travail et de la sécurité sociale et du secrétaire d'Etat au budget;

Vu les transmissions en date des 23 novembre et 2 décembre 1953 faites par le président de l'Assemblée algérienne au gouverneur général de l'Algérie,

Décrète:

Art. 1er. — Sont homologuées les décisions suivantes adoptées par l'assemblée algérienne:

Décision relative aux taxes sur le chiffre d'affaires;

Décision étendant à l'Algérie les dispositions de la loi n° 51-1082 du 10 septembre 1951 supprimant le cautionnement des courtiers maritimes;

Décision tendant à modifier les articles 14, 16 et 17 de la décision de l'assemblée algérienne n° 49-061 (homologuée par décret du 2 août 1949) portant réforme de la caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie.

Décision relative à l'extension à l'Algérie des dispositions de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 8 janvier 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,

LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

Décret du 8 janvier 1954 portant promotion d'un sous-préfet.

Par décret en date du 8 janvier 1954, M. Binche (André), chef de cabinet du préfet de la Haute-Marne est nommé sous-préfet de 3e classe hors-cadres.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Tableau d'avancement pour l'année 1954 (armée de l'air, active).

Par décision du 31 décembre 1953, la décision du 15 décembre 1953 portant inscription au tableau d'avancement de 1954 d'officiers de l'armée de l'air, est modifiée, en ce qui concerne le corps des officiers mécaniciens de l'air:

Erratum par suite d'une omission matérielle,

Pour le grade de commandant.

Après: « Richter (Roger-Pierre) »,

Ajouter: « Muller (André-René) »

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Avancement de classe d'administrateurs civils à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie.

Par arrêté du 30 décembre 1953, sont promus à la classe exceptionnelle de leur grade, à compter du 1er janvier 1953, les administrateurs civils de 1re classe à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie dont les noms suivent:

MM. Nunziato (Louis).

Regard (André) (en service détaché).

Rezzonico (Alphonse) (en service détaché).

M. Bourdon (Louis), administrateur civil de 2e classe, 3e échelon, à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie, est, à compter du 6 juin 1953, promu à la 1re classe, 1er échelon, de son grade.

Avancement de classe d'administrateurs civils à la direction des finances du Maroc.

Par arrêté du 30 décembre 1953, sont promus à la classe exceptionnelle de leur grade les administrateurs civils de 1re classe à la direction des finances du Maroc dont les noms suivent:

a) A compter du 1er janvier 1953.

MM. Bayol (André), Pourquier (René), Gros (Maurice).

b) A compter du 28 juillet 1953.

M. Merceron (Henri).

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon de leur grade, à compter du 1er janvier 1953, les administrateurs civils de 2e classe à la direction des finances du Maroc dont les noms suivent:

MM. Daure (Alfred).

Burdin (Michel) (en service détaché).

Administration centrale des finances.

Par arrêté du 30 décembre 1953, M. Teyssier d'Orfeuil (Aimé), administrateur civil de 2e classe, 1er échelon, à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché pour une période maximum de cinq ans en vue d'exercer les fonctions de contrôleur financier près l'ambassade de France à Rio-de-Janeiro.

Le présent arrêté a son effet à compter du 6 octobre 1953.

Administration centrale des affaires économiques.

Par arrêté du 5 janvier 1954, M. Albenc (Henri), administrateur civil de 1re classe (1er échelon) à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, est maintenu en service détaché pour une durée de cinq ans auprès du Conseil économique, en vue d'exercer les fonctions de chargé de mission.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juillet 1953.

Enregistrement.

Par arrêté en date du 30 décembre 1953, MM. Polge de Combret (Jean-Paul-Gabriel), inspecteur principal de 1re classe, et Camus (René-Adolphe), inspecteur hors classe de l'enregistrement et des domaines, en service détaché auprès de la caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics, ont été maintenus dans cette position pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er janvier 1953.

Office des changes.

Par arrêté du 30 décembre 1953:

Sont promus à la classe exceptionnelle de leur grade, à compter du 1er septembre 1953, les administrateurs civils de 1re classe à l'office des changes dont les noms suivent:

MM. Mariani (Louis), Bouis (Laurent).

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon de leur grade, à compter du 1er janvier 1953, les administrateurs civils de 2e classe à l'office des changes dont les noms suivent:

MM. Teyssier (Louis), Ledanois (Albert), Festy (René) (en service détaché).

Sont promus à la 2e classe, 1er échelon de leur grade, à compter du 1er janvier 1953, les administrateurs civils de 3e classe à l'office des changes dont les noms suivent:

Mlles Huzée (Suzanne), Wetzel (Elisabeth), Mme Leclerc (Geneviève), M. Delbard (Michel), Mlle Lucas (Paule) (en service détaché).

Services extérieurs du Trésor.

Par arrêté en date du 30 décembre 1953, M. Dubillot (Louis), agent principal de recouvrement du Trésor de 5e échelon, en service détaché auprès du syndicat intercommunal d'électricité de Maine-et-Loire, pour exercer les fonctions de receveur spécial, a été maintenu dans cette position pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er octobre 1953.

Tableau d'avancement de classe du 16 décembre 1953 des secrétaires d'administration de la cour des comptes pour l'année 1953.

Secrétaires d'administration de 2e classe, 3e échelon, proposés pour la 1re classe, 1er échelon.

Mme Soulas (Andrée).

PROMOTION

Par arrêté du 30 décembre 1953, Mme Soulas (Andrée), secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon, à la cour des comptes, est promue au grade de secrétaire d'administration de 1re classe, 1er échelon, à la cour des comptes.

Le présent arrêté a son effet à compter du 16 janvier 1953.

Tableau d'avancement de classe du 16 décembre 1953 des secrétaires d'administration de l'office des changes pour l'année 1953.

Secrétaires d'administration principaux de 3e échelon proposés pour la classe exceptionnelle.

Mlle Plaideux (Denise).
M. Franchi (Joseph).
Mme de Soulages (Henriette).

Secrétaires d'administration de 1re classe, 3e échelon, proposés pour le grade de secrétaire d'administration principal de 1er échelon.

Mlles Graine (Bernadette).
Orsat (Valentine).
Papillon (Laure).
Mme Vincent (Geneviève).
Mmes Elsner (Pierrette).
M. Constensoux (André).
Mmes Bausson (Josette).

Secrétaires d'administration de 2e classe, 3e échelon, proposés pour la 1re classe, 1er échelon

Mlle Laurent (Simone).
M. Haddad (Jules) (service détaché).
Mme Guilloux (Marie-Thérèse).
Mlle Delaveau (Raymonde).
Mmes Simon (Paulette).
Baglin (Marguerite).
Le Baube (Janine).
Vuillerle (Raymonde).

PROMOTIONS

Par arrêté du 30 décembre 1953:

Sont promus au grade de secrétaire d'administration de classe exceptionnelle à l'office des changes, les secrétaires d'administration dont les noms suivent:

Mlle Plaideux (Denise), à compter du 1er juillet 1953.
M. Franchi (Joseph), à compter du 1er juillet 1953.
Mme de Soulages (Henriette), à compter du 1er août 1953.

Sont promus au grade de secrétaire d'administration principal de 1er échelon à l'office des changes, les secrétaires d'administration de 1re classe, 3e échelon, dont les noms suivent:

Mlle Graine (Bernadette), à compter du 1er janvier 1953.
Mlle Orsat (Valentine), à compter du 1er juillet 1953.
Mlle Papillon (Laure), à compter du 1er novembre 1953.
Mme Vincent (Geneviève), à compter du 1er juillet 1953.

Sont promus au grade de secrétaire d'administration de 1re classe, 1er échelon, à l'office des changes, les secrétaires d'administration de 2e classe, 3e échelon, dont les noms suivent:

Mlle Laurent (Simone), à compter du 1er janvier 1953.
M. Haddad (Jules) (service détaché), à compter du 1er janvier 1953.
Mme Guilloux (Marie-Thérèse), à compter du 1er janvier 1953.
Mlle Delaveau (Raymonde), à compter du 3 juillet 1953.
Mme Simon (Paulette), à compter du 1er janvier 1953.
Mme Baglin (Marguerite), à compter du 1er janvier 1953.
Mme Le Baube (Janine), à compter du 1er janvier 1953.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 53-1354 du 30 décembre 1953 portant relèvement des indemnités de « panier » allouées à certains personnels relevant du ministère de l'éducation nationale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat aux beaux-arts et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 49-677 du 16 mai 1949 relevant le taux de l'indemnité fixe dite de « panier » allouée aux ouvriers chargés de la conduite des fours et des moufles de la manufacture de Sèvres;

Vu le décret n° 50-876 du 28 juillet 1950 portant attribution d'une indemnité dite de « panier » au personnel de la Réunion des bibliothèques nationales de Paris assurant le service de nuit;

Vu le décret n° 50-1102 du 1er septembre 1950 portant attribution d'une indemnité dite de « panier » à certains agents des services extérieurs de la direction de l'architecture assurant un service de nuit;

Vu le décret n° 51-802 du 25 juin 1951 portant relèvement de l'indemnité de « panier » allouée au personnel des musées nationaux assurant un service de nuit;

Vu le décret n° 51-1064 du 31 août 1951 portant attribution d'une indemnité de « panier » au personnel des archives nationales assurant un service de nuit,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le taux des indemnités dites de « panier » attribuées aux personnels énumérés dans les textes susvisés sont fixées à 100 F par nuit et par agent.

Art. 2. — Le bénéfice des indemnités susvisées est étendu aux 6 veilleurs de nuit du Muséum national d'histoire naturelle.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux beaux-arts et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1er janvier 1953 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat aux beaux-arts,
ANDRÉ CORNU.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PIERRE JULY.

Décret du 5 janvier 1954 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 5 janvier 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale; vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 29 décembre 1953 portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

M. Radais (Maxime-Pierre-François), membre de l'académie de médecine, doyen honoraire de la faculté de pharmacie de Paris. Officier du 1er octobre 1923.

Décret du 7 janvier 1954 portant élévation à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 7 janvier 1954, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale; vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 31 décembre 1953 portant que les promotions faisant l'objet du présent décret sont conformes aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont élevés à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

MM.

Paul Montel, membre de l'Institut, doyen honoraire de la faculté des sciences de Paris, président de la commission française de l'U. N. E. S. C. O. Commandeur du 5 avril 1916.

Louis de Broglie, membre de l'Académie française, prix Nobel, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences, professeur à la faculté des sciences de Paris. Commandeur du 26 mars 1948.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 53-1355 du 30 décembre 1953 concernant le régime de frais de déplacement applicable aux personnels de l'institut géographique national envoyés en opérations sur le terrain.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945, portant réforme du traitement des fonctionaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 8 avril 1941, relatif au fonctionnement de l'institut géographique national et portant statut de son personnel;

Vu le titre II de l'arrêté du 23 mai 1941, relatif à l'indemnité de campagne du personnel de l'institut géographique national;

Vu le décret n° 48-2023 du 30 décembre 1948 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires techniciens de l'institut géographique national en mission géodésique et topographique dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion;

Vu le décret n° 49-746 du 3 juin 1949 allouant une indemnité de campagne aux fonctionnaires des cadres techniques de l'institut géographique national travaillant sur le terrain en Afrique du Nord;

Vu le décret n° 50-175 du 3 février 1950, modifiant les dispositions du décret n° 48-2023 du 30 décembre 1948 susvisé;

Vu le décret n° 52-608 du 26 mai 1952 modifiant l'arrêté du 23 mai 1941 susvisé;

Vu le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les personnels de l'institut géographique national envoyés en opérations sur le terrain sont remboursés de leurs frais de déplacement dans les conditions prévues par le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 susvisé.

Toutefois, les taux de base des indemnités de mission sont obtenus en appliquant les pourcentages ci-après aux taux fixés par l'arrêté pris en application de l'article 12 dudit décret:

GROUPES	CHEFS DE FAMILLE	AUTRES AGENTS
I	95 p. 100.	80 p. 100.
II	100 p. 100.	85 p. 100.
III	90 p. 100.	75 p. 100.
IV	100 p. 100.	85 p. 100.

Sont considérés comme chefs de famille, les agents mariés, les agents ayant des enfants à charge au sens prévu par la législation sur les prestations familiales et les agents vivant habituellement avec leur mère veuve.

Les taux des indemnités de mission déterminés comme il est indiqué ci-dessus sont réduits de 15 p. 100 à compter du trente-et-unième jour de séjour dans la même localité pour quelque cause que ce soit.

Art. 2. — Les personnels visés à l'article 1er ci-dessus perçoivent, en outre, une indemnité de campagne destinée à leur tenir compte des fatigues prolongées, de l'usure des vêtements et des dépenses spéciales de toute nature que leur imposent leurs travaux.

L'indemnité de campagne est allouée pour toutes les journées passées sur le terrain des travaux, elle n'est pas due pendant les journées d'absence (congé, séjour à l'hôpital, etc.), ni pendant les journées de déplacement employées par le personnel pour se rendre d'un terrain d'opération sur un autre terrain, ni pendant le rassemblement des brigades soit au début, soit à la fin des opérations sur le terrain, période pendant laquelle les opérateurs ne reçoivent que les indemnités pour frais de déplacement prévues par l'article précédent.

Art. 3. — Le taux de l'indemnité de campagne allouée à l'occasion des travaux effectués sur le territoire métropolitain est fixé à 5 p. 100 de l'indemnité journalière de déplacement au taux « autres agents » prévue par l'article 1er du présent décret pour le groupe auquel appartient l'intéressé.

Le taux ainsi obtenu pourra être majoré de 50 p. 100 par décision du directeur de l'institut géographique national pour les travaux exécutés à une altitude supérieure à 1.800 mètres.

Art. 4. — Le taux de l'indemnité de campagne allouée à l'occasion des travaux effectués en Afrique du Nord est fixé:

a) Dans la partie septentrionale, au même taux que celui prévu à l'article 3 ci-dessus pour les travaux effectués sur le territoire métropolitain;

b) Dans les territoires du Sud, à 25 p. 100 de l'indemnité journalière de déplacement au taux « autres agents » prévue par l'article 1er du présent décret pour le groupe auquel appartient l'intéressé;

Les territoires du Sud sont ceux qui sont situés au Sud d'une ligne jalonnée comme suit:

Au Maroc:

Embouchure de l'oued Sous, oued Issène, Nord de Bigoudine, crête principale du Grand Atlas, Sud de Tizi-N'Oualoun, d'Azilal, de Beni-Mellal, de Ksiba, de Kenifra, d'Itzer, d'Assaka, de Midelt, Nord de Taoura, de Natarka, Sud de Berguent, frontière algéro-marocaine à hauteur de la limite Nord du territoire d'Ain-Sefra.

En Algérie:

Frontières Nord des territoires d'Ain-Sefra, de Ghardaia, de Touggourt.

En Tunisie:

Frontière algéro-tunisienne depuis la limite Nord du territoire de Touggourt jusqu'au parallèle de Sfax, puis ce parallèle, ville de Sfax exclue, mais îles Kerkennah comprises.

Art. 5. — Le taux de l'indemnité de campagne allouée à l'occasion des travaux effectués dans les départements d'outre-mer est fixé à 25 p. 100 de l'indemnité journalière de déplacement au taux « autres agents » prévue par l'article 1er du présent décret pour le groupe auquel appartient l'intéressé.

Toutefois, pour les travaux effectués sur le territoire de l'Inini, le taux de cette indemnité est fixé à 50 p. 100 de la même indemnité journalière.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, et notamment l'article 4 du décret n° 48-2023 du 30 septembre 1948 modifié, le décret n° 49-746 du 3 juin 1949 et le décret n° 52-608 du 26 mai 1952.

Art. 7. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et prendra effet du 1er juin 1953.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953. JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile,
PAUL DEVINAT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PIERRE JULY.

Conditions d'organisation et de fonctionnement de l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret n° 53-1168 du 14 novembre 1953 fixant de nouvelles conditions de recrutement par voie de concours pour les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées),

Arrête:

TITRE Ier. — *Mission de l'école.*

Art. 1er. — L'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat a pour but de former les ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) recrutés par voie de concours.

L'enseignement de l'école porte sur les connaissances de l'art de l'ingénieur, nécessaires aux ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat.

Le régime de l'école est l'externat.

Art. 2. — L'école fonctionne à Paris, dans les locaux et avec le personnel de l'école spéciale des travaux publics. Une convention spéciale, annexée au présent arrêté, précise les relations entre le ministre des travaux publics et cette école. La date d'ouverture de l'école est fixée au 1er janvier 1954.

Art. 3. — L'école est dirigée par le directeur de l'école spéciale des travaux publics, assisté du directeur des études de cette école. Un inspecteur général des ponts et chaussées, désigné par le ministre des travaux publics, assure le contrôle de l'exécution de la convention visée à l'article 2 ci-dessus et des décisions du ministre.

L'école est pourvue d'un conseil de perfectionnement et d'une section permanente de ce conseil.

TITRE II. — *Des élèves.*

Art. 4. — L'école reçoit les élèves ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées), nommés après concours, conformément aux lois et règlements sur le recrutement des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat.

Les élèves ingénieurs n'ont à payer aucun droit de scolarité.

Ils reçoivent, sur le budget de l'Etat, le traitement de leur grade, ainsi que les indemnités réglementaires.

TITRE III. — *Conseil de perfectionnement.*

Art. 5. — Le conseil de perfectionnement institué par l'article 3 susvisé est composé de douze membres:

a) Six membres désignés ès qualités:

L'inspecteur général des ponts et chaussées, désigné à l'article 3, président;

Le chef de bureau chargé des ingénieurs des travaux publics de l'Etat à la direction du personnel du ministère des travaux publics;

Le directeur de l'école;

Le directeur des études de l'école;

Deux ingénieurs ou ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat, choisis par le ministre parmi les représentants élus à la commission administrative paritaire;

b) Six membres, nommés pour trois ans, par le ministre des travaux publics:

Trois ingénieurs en chef ou ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, dont au moins un provenant du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat;

Un ingénieur ou ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat;

Deux professeurs de l'école;

Le secrétariat du conseil de perfectionnement est assuré par le chef de bureau compétent de la direction du personnel.

Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale au ministère des travaux publics a accès aux séances du conseil.

Art. 6. — Le conseil de perfectionnement donne son avis:

1° Sur les programmes et les dates des concours d'admission à l'école;

2° Sur les programmes et l'organisation générale de l'enseignement de l'école, sur la création, la transformation ou la suppression de cours et sur les règles à appliquer pour l'appréciation du travail des élèves;

3° Sur les règlements relatifs au service intérieur de l'école;

4° Sur les mesures à prendre pour assurer la bonne marche de l'école;

5° Sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre.

Art. 7. — Le conseil de perfectionnement peut déléguer une partie de ses attributions à une section permanente choisie dans son sein et dont la composition est fixée sur la proposition du conseil de perfectionnement, par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme; elle est présidée par l'inspecteur général des ponts et chaussées désigné à l'article 3.

Art. 8. — Indépendamment des attributions qui lui sont éventuellement déléguées par le conseil de perfectionnement ou des questions que ce dernier lui renvoie pour étude, la section permanente donne son avis:

a) Sur l'horaire des cours, conférences, exercices pratiques et examens;

b) Sur le classement des élèves à l'issue de la première année scolaire et à la fin des études;

c) Sur les questions qui lui sont soumises par le directeur de l'école.

Pour les questions visées aux alinéas *a*, *b*, *c* du présent article, l'inspecteur général président, si son avis est conforme à l'avis de la section permanente, statue selon cet avis, par délégation du ministre.

Dans le cas contraire, il saisit le conseil de perfectionnement et statue par délégation du ministre si son avis personnel est conforme à l'avis de ce conseil.

Si son avis personnel n'est pas conforme, le président saisit alors le ministre pour décision.

Art. 9. — Le conseil se réunit, au moins une fois par an, sur la convocation de son président, envoyée dix jours à l'avance et fixant l'ordre du jour de la séance.

La réunion du conseil est de droit si elle est demandée au président par six membres du conseil.

L'inscription d'une question à l'ordre du jour est de droit si elle est demandée au président par six membres du conseil douze jours au moins avant la séance.

La section permanente se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, sur la convocation de son président.

Le conseil et la section permanente se réunissent au ministère des travaux publics. Ils ne peuvent valablement délibérer que si la moitié au moins de leurs membres assistent à la séance. Les avis sont donnés à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage égal, la voix du président de séance est prépondérante.

En cas d'empêchement de l'inspecteur général, le conseil et la section permanente sont présidées par celui des membres appartenant au corps des ingénieurs des ponts et chaussées, qui a le meilleur rang sur les tableaux d'ancienneté de ce corps.

Art. 10. — Les délibérations du conseil et de la section sont constatées par les procès-verbaux qui sont signés par le président et le secrétaire de séance et transcrits sur des registres.

Le président du conseil de perfectionnement adresse au ministre dans les quinze jours le procès-verbal de chaque séance du conseil ou de la section; il y joint son avis et ses propositions sur les mesures à prendre par le ministre.

Les registres des procès-verbaux de la section permanente sont communiqués au conseil de perfectionnement.

TITRE IV. — *Enseignement.*

Art. 11. — L'enseignement de l'école comprend une première session d'études portant sur la culture et la formation technique générales, se terminant par un stage dans un service des ponts et chaussées, organisé par le ministre des travaux publics, et une seconde session d'études techniques spéciales.

L'enseignement de l'école comprend des cours oraux, des conférences, des travaux pratiques, des visites d'usines, d'installations ou de chantiers, des voyages d'instruction; il est complété par l'étude et l'établissement de divers projets techniques.

Art. 12. — La liste des cours, conférences, travaux pratiques, projets et stages, ainsi que les coefficients applicables aux notes obtenues par les élèves sont arrêtés par le ministre, après avis du conseil de perfectionnement.

Art. 13. — Les membres du corps enseignant sont agréés par le ministre chaque année, avant le début de la session scolaire, sur proposition du directeur de l'école.

Art. 14. — Un arrêté ministériel fixe le règlement intérieur de l'école sur la proposition du directeur, après avis du conseil de perfectionnement.

TITRE V. — *Sanctions des études.*

Art. 15. — Les cours ainsi que les conférences désignés par le conseil de perfectionnement sont sanctionnés par les examens appropriés, chaque professeur étant chargé des examens portant sur les matières qu'il enseigne. En cas d'empêchement reconnu, son suppléant est désigné par le directeur de l'école.

Les notes obtenues aux examens, exercices divers et stages sont affectées des coefficients fixés comme il est dit à l'article 12 ci-dessus.

A la fin de chaque session scolaire, le classement est arrêté dans les conditions fixées à l'article 8 ci-dessus.

Art. 16. — Sont seuls admis en deuxième année d'études, les élèves ingénieurs qui ont obtenu au cours de la première session d'études au moins 60 p. 100 du maximum des points.

Sont seuls classés à la fin de la seconde session d'études, les élèves ingénieurs qui ont obtenu au cours de la seconde session au moins 60 p. 100 du maximum des points et au moins 65 p. 100 du maximum des points correspondant au cycle complet d'enseignement des deux sessions.

Tout élève ingénieur qui a obtenu au cours de ses études trois notes inférieures à sept sur vingt peut être exclu du classement par délibération du conseil de perfectionnement.

Art. 17. — Quand un élève ingénieur n'a pas satisfait aux conditions de l'article 16 ci-dessus, et si le ministre, après avis du conseil de perfectionnement, ne l'a pas autorisé à redoubler la première ou la deuxième session d'études, il est statué sur son cas conformément aux dispositions légales et réglementaires afférentes à sa situation statutaire.

Art. 18. — Tout élève ingénieur ayant satisfait aux conditions fixées à l'article 16 ci-dessus est nommé ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat de 4e classe, sous les réserves figurant à l'article 7 du décret susvisé du 14 novembre 1953.

Dans la mesure compatible avec l'intérêt du service, il choisit suivant son rang de classement définitif son affectation dans la liste des postes offerts.

Art. 19. — Les autorisations d'absence seront accordées aux élèves ingénieurs dans les conditions réglementaires, les attributions du chef de service étant dévolues au directeur de l'école.

Art. 20. — Nonobstant les sanctions disciplinaires prévues au statut des fonctionnaires, les mesures disciplinaires dont sont passibles les élèves ingénieurs pour infraction au règlement intérieur de l'école sont:

La suppression de points d'assiduité ou de conduite prévue à ce règlement;

Le blâme du directeur de l'école;

L'exclusion temporaire de l'école pour une durée de huit jours au plus, avec ou sans suppression corrélative des points d'assiduité et avec ou sans application de la note zéro pour tout ou partie des cours, travaux pratiques, projets et examens intervenus pendant la période d'exclusion.

Les sanctions sont prononcées par le directeur de l'école. Le directeur prononce les blâmes et les exclusions temporaires après avoir entendu l'élève ingénieur intéressé, et rend compte au ministre.

Dans les cas graves et s'il y a urgence, le directeur peut prononcer l'exclusion immédiate et provisoire d'un élève ingénieur. Il en saisit le ministre en vue de l'application, le cas échéant, d'une des sanctions prévues par le statut des fonctionnaires.

Les mêmes sanctions peuvent être infligées par mesure générale en cas de manifestation ou de troubles collectifs.

Fait à Paris, le 25 novembre 1953.

JACQUES CHASTELLAIN.

Conditions et programme du concours pour l'admission au grade d'élève ingénieur des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires;

Vu le décret du 16 juin 1923 modifié par décrets des 17 octobre 1938 et 21 novembre 1946, fixant les attributions, les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées et service des mines);

Vu le décret n° 53-1108 du 14 novembre 1953 relatif aux conditions de recrutement, par voie de concours, des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées);

Vu l'arrêté du 25 novembre 1953 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées;

Sur la proposition du directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale,

Arrête:

Les conditions du concours institué par le décret n° 53-1108 du 14 novembre 1953 pour l'admission au grade d'élève ingénieur des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) sont réglées ainsi qu'il suit:

Art. 1er. — Des avis insérés au *Journal officiel* font connaître, trois mois avant l'ouverture de chaque concours, les dates des épreuves, le nombre maximum de places mises au concours, ainsi que les centres d'examens écrits envisagés.

Art. 2. — Les candidats doivent être du sexe masculin, être de nationalité française, et être âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, sous réserve de l'application de la loi du 4 juin 1941 reculant l'âge limite d'admission dans les cadres administratifs pour les candidats justifiant de services militaires et de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la nationalité française.

Nul ne peut se présenter plus de trois fois au concours.

Art. 3. — Les demandes pour prendre part au concours pour le grade d'élève ingénieur des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) doivent être adressées par l'intermédiaire de l'un des ingénieurs en chef des ponts et chaussées, et du préfet du département où résident les candidats, au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme au plus tard pour la date limite qui sera indiquée par l'avis d'ouverture du concours.

Elles doivent préciser le centre d'examen choisi, le nombre et la date des concours d'admission à l'école déjà subis et, si l'intéressé désire subir l'épreuve facultative de langue vivante, indiquer la langue choisie.

Elles sont accompagnées des pièces ci-après:

1° Un extrait de l'acte de naissance du candidat, accompagné, le cas échéant, d'un certificat établissant sa qualité de Français, si celle-ci ne se trouve pas suffisamment établie par les mentions portées dans l'extrait de l'acte de naissance;

2° Un certificat délivré par un médecin assermenté de l'administration des travaux publics attestant que le candidat n'est atteint d'aucune infirmité apparente ou cachée pouvant le rendre inapte soit aux déplacements et opérations sur le terrain, soit aux travaux de dessin et de bureau.

Sans préjudice des examens complémentaires que les candidats seront appelés à subir au moment de leur nomination comme élèves ingénieurs, ce certificat doit indiquer, en outre, que l'examen effectué n'a révélé aucune affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale en évolution ou ne pouvant être considérée comme définitivement guérie;

3° Un extrait du casier judiciaire de l'intéressé;

4° Un état signalétique et des services militaires délivré par l'autorité militaire ou, à défaut, une pièce certifiée par l'autorité militaire définissant la situation de l'intéressé au regard de la loi sur le recrutement de l'armée.

Si, de par son âge, le candidat est susceptible d'être appelé sous les drapeaux avant sa sortie de l'école d'application, il entrera à cette école, en cas d'admission, à une date qui lui permettra d'y accomplir tout son temps d'études, sans interruption;

5° Une note sur les antécédents du candidat indiquant avec précision sa situation de famille, les études faites et les diplômes obtenus par lui, les emplois occupés par lui ainsi que la durée du séjour dans chacun des stages ou emplois et la nature exacte de l'occupation;

6° Pour les candidats mineurs, l'autorisation de concourir donnée par le père ou, s'il y a lieu, par le tuteur;

7° Un engagement de servir, en cas de succès au concours, comme fonctionnaires des ponts et chaussées tant dans la métropole que dans les départements français d'outre-mer, et en Afrique du Nord, pendant huit années après sa sortie de l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, et de rembourser au Trésor, soit en cas de rupture volontaire de cet engagement, soit en cas de révocation par mesure disciplinaire, soit en cas de licenciement en cours d'études, le traitement perçu par lui pendant son séjour à l'école, ainsi que les frais d'études.

Si le candidat est mineur, cet engagement devra être garanti par son tuteur légal.

Les pièces faisant l'objet des paragraphes 2° et 3° devront avoir moins de six mois de date à l'ouverture des épreuves du concours.

Les candidats appartenant déjà aux services de l'administration des travaux publics en qualité de fonctionnaires titulaires ou stagiaires n'auront pas à produire les deuxième et troisième pièces ci-dessus énumérées, mais leur demande d'admission devra être accompagnée des autres pièces et de l'avis de leurs chefs hiérarchiques.

Les candidats sont avisés par lettre individuelle s'ils sont ou non admis à prendre part au concours; il leur est indiqué en temps utile les villes où ils subiront les épreuves écrites.

Art. 4. — Le concours porte sur les matières du programme annexé au présent arrêté. Il comprend des épreuves écrites, des épreuves orales et des épreuves d'aptitude physique.

Art. 5. — Les matières, durées et coefficients des épreuves écrites sont réglés par le tableau ci-après:

NATURE DES ÉPREUVES	TEMPS accordé.	COEFFICIENTS
Composition française	3 heures.	6
Première composition de mathématiques	3 heures.	6
Deuxième composition de mathématiques	3 heures.	6
Epreuve de géométrie descriptive	3 heures.	3
Calcul numérique	1 h. 1/2.	2
Composition de physique	3 heures.	4
Dessin graphique	4 heures.	5
Total des coefficients des épreuves déterminant d'admissibilité		32
Epreuve facultative de langue vivante	1 h. 1/2.	4

La composition française consiste soit dans le résumé et le commentaire total ou partiel d'un texte non tiré d'un programme déterminé, soit dans le développement d'un sujet de caractère général.

L'épreuve de calcul numérique consiste en un calcul où les candidats n'ont pas à faire de développements algébriques, mais pour lequel ils doivent connaître les formules usuelles de l'arithmétique, de l'algèbre et de la trigonométrie; elle comporte l'emploi de la règle à calculs et de la table de logarithmes à cinq décimales.

La composition de dessin graphique consiste dans la reproduction, à une échelle donnée, d'un croquis ou d'un dessin d'ouvrage.

La composition facultative de langue vivante consiste dans la traduction en français sans dictionnaire d'un texte tiré d'une des langues suivantes: allemand, anglais, arabe, espagnol, italien. Pour cette épreuve ne seront comptés que les points au-dessus de la moitié du maximum.

Art. 6. — Les notes sont exprimées par des nombres compris entre 0 et 20, le nombre de points obtenus pour les épreuves écrites obligatoires est le produit des notes par les coefficients correspondants.

Le jury du concours arrête la liste d'admissibilité d'après le total des points obtenus pour l'ensemble des compositions écrites obligatoires.

Tout candidat ayant obtenu la note zéro à une de ces compositions peut être exclu de la liste d'admissibilité par le jury.

Art. 7. — Les candidats déclarés admissibles sont avisés individuellement; ils subissent à Paris les épreuves orales et les épreuves d'aptitude physique; ces épreuves sont publiques.

Les examens oraux sont affectés des coefficients ci-après:

Première interrogation de mathématiques	15
Deuxième interrogation de mathématiques	15
Interrogation de physique	10
Interrogation de chimie	8
Total	48

Art. 8. — L'examen d'aptitude physique comporte les épreuves suivantes:

	Coefficient.
1° Course de 100 mètres plat	1
2° Saut en hauteur avec élan	1
3° Grimper à la corde lisse à l'aide des bras seuls	1
4° Natation nage libre 50 mètres	1
	4

5° Marche de 10 km, sans chargement.

Chacune des épreuves numérotées de 1 à 4 est notée de 0 à 20 d'après le barème annexé au présent arrêté.

La marche doit être faite en moins de deux heures; il n'est pas accordé de points aux candidats remplissant cette condition, il est retranché aux autres candidats un point par minute de dépassement de cette durée sur l'ensemble des points obtenus aux épreuves d'aptitude physique, dont le maximum est 80.

Art. 9. — Le classement est arrêté par le jury d'après le résultat de l'addition des points obtenus aux épreuves d'admissibilité et aux épreuves orales, aux épreuves d'aptitude physique et à l'épreuve facultative de langue vivante.

Tout candidat ayant obtenu à une épreuve écrite obligatoire ou à une épreuve orale une note inférieure à 4 sur 20, ainsi que tout candidat ayant obtenu moins de seize points pour l'ensemble des épreuves d'aptitude physique, peut être exclu de la liste de classement par le jury.

Le jury du concours fixe le nombre de points nécessaires pour figurer sur la liste définitive des candidats susceptibles d'être admis. Le nombre des candidats figurant sur cette liste pourra être supérieur, égal ou inférieur au nombre maximum de places offertes. Le président du jury transmet cette liste au ministre avec un rapport sur l'ensemble des épreuves.

Art. 10. — L'admission des candidats au grade d'élève ingénieur des travaux publics de l'Etat est prononcée par le ministre; la liste par ordre de mérite est publiée au *Journal officiel*.

Art. 11. — Le jury est nommé pour chaque concours par le ministre.

Il est présidé par un inspecteur général des ponts et chaussées; il comprend des membres choisis parmi les ingénieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs des travaux publics de l'Etat, ainsi que des correcteurs et examinateurs pouvant être pris en dehors de ces corps de fonctionnaires.

Le président du jury choisit les sujets des compositions écrites et détermine l'ordre des épreuves, il fait procéder à la correction des compositions écrites, organise les opérations des épreuves orales et d'aptitude physique, ainsi que leur contrôle.

Les épreuves écrites se font simultanément dans tous les centres d'examen désignés par le ministre, aux heures que celui-ci indique.

Dans chaque centre, il est institué par le ministre une commission locale qui préside aux épreuves écrites.

Les sujets de composition sont les mêmes pour tous les centres, ils sont envoyés par l'administration au président de chaque commission locale, sous enveloppes cachetées, qui sont ouvertes en présence des candidats au début de chaque épreuve.

Après l'achèvement des épreuves écrites, le président de chaque commission locale transmet au président du jury, par l'intermédiaire du ministre, toutes les compositions avec un compte rendu des opérations.

Art. 12. — Chaque candidat devra être porteur d'une carte d'identité avec photographie qui devra être présentée à toute réquisition, sous peine d'exclusion du concours.

Les candidats ne peuvent avoir à leur disposition pendant la durée des épreuves écrites que les documents et instruments qui sont indiqués pour chaque épreuve par le jury.

Au cours de ces épreuves les candidats ne peuvent, à moins de circonstances exceptionnelles, être autorisés à s'absenter.

Toute fraude dûment constatée donne lieu à l'expulsion immédiate du candidat, sans préjudice des mesures qui peuvent être prises en vue de l'exclure définitivement de tout concours ultérieur et des peines dont il est passible en vertu de la loi du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Art. 13. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Fait à Paris, le 29 décembre 1953.

JACQUES CHASTELLAIN.

NOTA. — Les candidats pourront obtenir le programme à l'adresse suivante: Ministère des travaux publics, direction du personnel, service des examens, 244, boulevard Saint-Germain, Paris (7e).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 53-1356 du 30 décembre 1953 fixant les modalités de rémunération des agents appelés à participer aux enquêtes agricoles de l'année 1953 et des années ultérieures.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique;

Vu l'article 7 (alinéa 1er) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes, par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit loi du 3 octobre 1941 relative aux déclarations exigées des agriculteurs;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952 portant application de la loi du 7 juin 1951 susvisée;

Vu le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est alloué aux secrétaires des commissions communales de statistiques chargés de la centralisation des déclarations individuelles une indemnité de 3 F par déclaration enregistrée.

Ils recevront, en outre, une indemnité forfaitaire de 350 F pour l'établissement de l'Etat communal de la statistique agricole. Ils pourront recevoir sur avis du directeur départemental des services agricoles une indemnité supplémentaire de 40 à 200 F pour bonne exécution du travail, toutefois, cette indemnité ne pourra être attribuée que dans 10 p. 100 des communes au maximum (taux moyen: 120 F).

Art. 2. — Les contrôleurs des commissions communales (contrôles dits de « redressement ») et les contrôleurs et aides-contrôleurs de surface (contrôles dits « en profondeur ») seront rémunérés et indemnisés de leurs frais de déplacements dans les conditions suivantes:

1° Fonctionnaires appartenant au service de la direction des services agricoles: frais de transport et, éventuellement, frais de tournée du groupe dans lequel ils sont normalement placés.

2° Non fonctionnaires:

Contrôleurs des commissions communales et contrôleurs de surface: 1/300 du salaire annuel d'un agent contractuel de l'Etat occupant un emploi affecté de l'indice 218 par chaque journée de travail et remboursement des frais de transport dans les conditions prévues pour les agents de l'Etat classés dans le groupe III;

Aides-contrôleurs de surface: 1/300 du salaire annuel d'un agent contractuel de l'Etat occupant un emploi affecté de l'indice 185 pour chaque journée de travail et remboursement de frais de transport dans les conditions prévues pour les agents de l'Etat classés en groupe IV.

3° Fonctionnaires ne relevant pas des directions des services agricoles: moitié de l'indemnité prévue ci-dessus pour les non fonctionnaires pour chaque journée de travail avec remboursement des frais de transport et, éventuellement, des indemnités de tournées prévues pour le groupe dans lequel ils sont normalement classés.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er janvier 1953 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
ROGER HOUDET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PIERRE JULY.

Décret n° 53-1357 du 30 décembre 1953 relatif aux indemnités d'habillement allouées aux personnels des haras astreints au port de l'uniforme.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 48-496 du 19 mars 1948 portant relèvement de l'indemnité de première mise d'habillement allouée aux fonctionnaires et agents du service des haras;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les élèves officiers de première année, le sous-directeur et l'officier des haras faisant fonction d'écuyer et de sous-écuyer à l'école nationale des haras reçoivent au moment de leur nomination, une indemnité de première mise d'habillement fixée à 20.000 F.

Art. 2. — Les agents des haras reçoivent au moment de leur nomination, une indemnité de première mise d'habillement fixée à 14.000 F.

Art. 3. — Une indemnité d'entretien d'uniforme fixée au maximum à 8.400 F est allouée chaque année aux agents des haras.

Art. 4. — Toutes les dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées, notamment le décret n° 48-496 du 19 mars 1948 susvisé.

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1er janvier 1953.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
ROGER HOUDET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PIERRE JULY.

Décret n° 54-4 du 6 janvier 1954 modifiant le décret du 18 août 1938 instituant au ministère de l'agriculture une commission supérieure des allocations familiales agricoles, modifié par les décrets n° 46-1204 du 27 mai 1946 et n° 48-1197 du 19 juillet 1948.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu le décret du 18 août 1938 instituant au ministère de l'agriculture une commission supérieure des allocations familiales agricoles, modifié par les décrets n° 46-1204 du 27 mai 1946 et n° 48-1197 du 19 juillet 1948;

Vu la loi n° 49-946 du 16 juillet 1949 (Titre Ier, art. 1er et 2) portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 3, 5 et 6, modifiés, du décret du 18 août 1938 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — La commission est composée de:

« Quatre députés;

« Deux sénateurs;

« Un membre du Conseil économique;

« Un membre du conseil d'Etat;

« Un membre de la cour des comptes;

« Six représentants de la mutualité sociale agricole désignés sur une liste de douze noms présentée par le conseil central de la mutualité sociale agricole;

« Deux représentants de la commission supérieure des allocations familiales siégeant au ministère du travail et de la sécurité sociale, désignés par le ministre du travail et de la sécurité sociale;

« Une personnalité qualifiée pour sa compétence et ses qualités en matière de politique familiale;

« Deux représentants des familles désignés sur une liste de quatre noms présentée par l'union nationale des associations familiales;

« Le président de l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture, ou son représentant;

« Le président de la confédération générale de l'agriculture, ou son représentant;

« Trois exploitants agricoles désignés sur une liste de six noms présentée par la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles;

« Trois salariés agricoles désignés sur une liste de six noms présentée par les trois organisations professionnelles représentatives;

« Un représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale;

« Un représentant du ministre de la santé publique et de la population;

« Quatre représentants des ministres compétents en matière économique et financière;

« Deux fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

« Le contrôleur d'Etat près la caisse centrale d'allocations familiales mutuelles agricoles assiste de plein droit, avec voix consultative, aux séances de la commission supérieure des prestations familiales agricoles et du comité permanent.

« Des suppléants sont nommés pour remplacer, le cas échéant, les représentants de la mutualité sociale agricole, des familles, des exploitants agricoles, des salariés ainsi que les représentants des ministres.

« Les membres de la commission sont nommés pour deux ans par le ministre de l'agriculture. Les représentants des divers ministres sont nommés sur la proposition de ces derniers. »

« *Art.* 5. — La commission choisit parmi ses membres un vice-président et un suppléant du vice-président.

« Elle fixe ses méthodes de travail dans un règlement intérieur approuvé par le ministre de l'agriculture.

« *Art.* 6. — Il est institué au sein de la commission supérieure des prestations familiales agricoles un comité permanent chargé de l'étude des questions spéciales qui lui sont soumises par la commission supérieure des prestations familiales agricoles ou par le secrétaire général de cette commission.

« Le comité est composé comme suit:

« Le membre du conseil d'Etat;

« Le membre de la cour des comptes;

« Quatre des représentants de la mutualité sociale agricole;

« Un des représentants des exploitants agricoles;

« Un des représentants des salariés agricoles;

« Le représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale;

« Le représentant du ministre de la santé publique et de la population;

« Les représentants des ministres compétents en matière économique et financière;

« Les deux fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

« Des suppléants sont nommés pour remplacer, le cas échéant, les représentants de la mutualité sociale agricole, des exploitants agricoles, des salariés agricoles ainsi que les représentants des ministres.

« La présidence en est assurée par le vice-président de la commission supérieure ou, à défaut, par son suppléant.

« La durée du mandat est d'un an. Le candidat est renouvelable.

« Les membres du comité permanent sont nommés par le ministre de l'agriculture sur proposition de la commission supérieure. Cessent de plein droit de faire partie du comité permanent les membres qui n'appartiennent plus à la commission supérieure. »

Art. 2. — Le mandat des membres de la commission supérieure en fonctions au moment de la publication du présent décret est prorogé jusqu'au 31 décembre 1953.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1er janvier 1954.

Fait à Paris, le 6 janvier 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
ROGER HOUDET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,
PHILIPPE OLMI.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 4 janvier 1954 portant délégation de pouvoirs.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Décrète:

Art. 1er. — L'ingénieur en chef du service spécial des dépôts d'hydrocarbures est, dans le cadre des programmes de construction de dépôts d'hydrocarbures, pipe-lines et ouvrages annexes et dans la limite des crédits délégués, habilité par délégation permanente du ministre de l'industrie et du commerce:

1° A préparer, conclure et approuver les conventions et marchés de toute nature dont le montant n'excède pas 10 millions de francs et, sous réserve d'obtenir, dans chaque cas particulier, l'adhésion du chef du service de l'infrastructure pétrolière, les conventions et marchés de toute nature dont le montant n'excède pas la limite au-dessus de laquelle les commissions consultatives des marchés doivent être consultées;

2° A préparer, conclure, sous réserve d'approbation par le ministre ou le fonctionnaire délégué à cet effet, les conventions et marchés de toute nature dont le montant est supérieur à la limite au-dessus de laquelle les commissions consultatives des marchés doivent être consultées;

3° A préparer, conclure et approuver les avenants aux conventions et marchés visés au paragraphe 1° lorsque les modifications projetées n'ont pas pour effet de porter le montant des dépenses à une somme supérieure à cette dernière limite;

4° A signer, sous réserve de ce qui précède, tous actes impliqués par la conclusion, l'exécution ou la réalisation des conventions ou marchés susvisés.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Décret du 5 janvier 1954 portant élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 5 janvier 1954 pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la santé publique et de la population, vu la délibération du conseil de l'ordre en date du 31 décembre 1953 portant que la présente promotion est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est élevé à la dignité de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

M. Albert Portevin, membre de l'Institut. Commandeur de la Légion d'honneur du 8 avril 1948.

Décret n° 53-1247 relatif aux conseils d'administration des services nationaux d'Electricité de France et de Gaz de France.

Décret n° 53-1248 relatif au conseil d'administration des Houillères de bassin.

Décret n° 53-1249 relatif au conseil d'administration des Charbonnages de France.

Décret n° 53-1250 relatif au conseil d'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Rectificatifs au *Journal officiel* du 18 décembre 1953:

Pages 11255, 2e colonne; 11256, 1re et 2e colonne, et 11257, 1re colonne, aux contreseings ajouter:

« *Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
« BERNARD LAFAY ».

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 30 décembre 1953 approuvant la délibération n° 53/280 du 29 octobre 1953 de l'Assemblée représentative de Madagascar instituant une taxe de développement économique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée représentative de Madagascar;

Vu la délibération n° 53/280 du 29 octobre 1953 de l'Assemblée représentative de Madagascar instituant une taxe de développement économique;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée n° 53/280 du 29 octobre 1953 de l'Assemblée représentative de Madagascar instituant une taxe de développement économique, à l'exception des mots suivants :

A l'article 2: « au profit des budgets provinciaux ».

A l'article 19: « ainsi que le mode de répartition entre les provinces du produit de la taxe perçue à l'importation et à l'exportation ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de Madagascar et dépendances et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Décret n° 54-5 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 72, alinéa 3, de la Constitution;

Vu le décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 novembre 1947 organisant la justice de droit français en Afrique équatoriale française;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les justices de paix à compétence étendue de 3e classe de Djambala, Impfondo, Ouesso (Moyen-Congo), Booue, France-Ville, Koula-Moutou (Gabon), Am-Timan, Largeau, Pala (Tchad), Birao (Oubangui-Chari) sont élevées à la 2e classe.

Art. 2. — La justice de paix à compétence étendue de 2e classe de Fort-Sibut est transférée à Fort-Crampel; la justice de paix à compétence étendue de 2e classe d'Ati est transférée à Oum-Hadjer.

Art. 3. — La section II, n° IV (Afrique équatoriale française) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé, est modifiée et complétée ainsi qu'il suit:

IV. — *Afrique équatoriale française.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION DES JURIDICTIONS						
			Président.	Présidents de chambres.	Conseillers.	Procureur général.	Avocats généraux.	Substituts généraux.	Juges suppléants.
a) Cour d'appel siégeant à Brazzaville	1re	Voir tableau B.	1	1	6	1	1	2	
Chambre siégeant à Fort-Lamy.	1re			1	2		1	1	
			Présidents.	Juges d'instruction.	Juges	Procureurs de la République.	Substituts.		
b) Tribunaux de première instance dans le ressort de Brazzaville:									
Moyen-Congo:									
Brazzaville	2e	2e classe métropole	1		2	1	2		
Pointe-Noire	2e		1		2	1	2		
Gabon:									
Libreville	3e	3e classe métropole.	1		1	1	1		
Port-Gentil	3e		1			1	1		
Oubangui-Chari:									
Bangui	2e	2e classe métropole.	1		2	1	1		
Tribunaux de première instance dans le ressort de Fort-Lamy:									
Tchad:									
Fort-Lamy	2e	2e classe métropole.	1		2	1	1		
Fort-Archambault	3e	3e classe métropole.	1			1	1		
Abecher	3e		1			1	1		
c) Justices de paix à compétence étendue dans le ressort de Brazzaville:			Juges de paix.						
Moyen-Congo:									
Dolisie	1re				1				
Djambala	2e				1				20
Fort-Rousset	2e				1				
Impfondo	2e				1				
Ouesso	2e				1				
Gabon:									
Mouila	1re				1				
Booue	2e				1				
Franceville	2e				1				
Koula-Moutou	2e				1				
Lambaréné	2e				1				
Oyem	2e				1				
Oubangui-Chari:									
Berberati	1re				1				
Bozoum	1re	Voir tableau B.			1				
Bambari	2e				1				
Bangassou	2e				1				
Birao	2e				1				
Fort-Crampel	2e				1				
Justices de paix à compétence étendue dans le ressort de Fort-Lamy:									
Tchad:									
Moundou	1re				1				
Moussoro	1re				1				
Am-Timan	2e				1				
Bongor	2e				1				
Largeau	2e				1				
Oum-Hadjer	2e				1				
Pala	2e				1				

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 54-6 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'État au budget,

Vu l'article 72, alinéa 3, de la Constitution;

Vu le décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 22 juillet 1939 organisant la justice de droit français en Afrique occidentale française, modifié par le décret du 16 janvier 1947;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — La justice de paix à compétence étendue de 1re classe de Thiès (Sénégal) est transformée en tribunal de 3e classe.

Art. 2. — Les justices de paix à compétence étendue de 3e classe de Matam (Sénégal), Dabola, Kindia, Kissidougou, Siguiri (Guinée), Atar, Kiffa, Port-Etienne (Mauritanie), Gouré, Konni, Maine-Soroa, Tillaberi (Niger) et de Nattitingou (Dahomey) sont élevées à la 2e classe.

Art. 3. — La justice de paix à compétence étendue de 2e classe de Tougan (Haute-Volta) et les justices de paix à compétence étendue de 3e classe de Beyla, Kouroussa, Pita, Forecariah, Boffa (Guinée), Bilma (Niger), Sakete, Savalou (Dahomey), Tenkodogo (Haute-Volta) sont supprimées.

Art. 4. — Le siège du tribunal de première instance de Grand-Bassam est transféré à Abidjan.

Art. 5. — La section II, n° II (Afrique occidentale française) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé est modifiée et complétée ainsi qu'il suit:

II. — *Afrique occidentale française.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION DES JURIDICTIONS						
			Présidents	Présidents de chambres	Conseillers.	Procureurs généraux.	Avocats généraux.	Substituts généraux.	Juges suppléants.
a) Cour d'appel siégeant à Dakar	1re	Voir tableau B.	1	2	9	1	3	2	
Chambre de Bamako	1re			1	3		1	1	
b) Cour d'appel siégeant à Abidjan	1re		1	2	8	1	2	2	
			Présidents	Vice-président.	Juges d'instruction.	Juges.	Procureurs de la République.	Substituts	
c) Tribunaux de première instance dans le ressort de la cour d'appel de Dakar:									
Sénégal:									
Dakar	1re	1re classe métropole.	1	1	2	3	1	3	Dans le ressort de la cour d'appel de Dakar : 33
Kaolack	2e	2e classe métropole.	1			2	1	2	
Saint-Louis	2e		1			2	1	2	
Ziguinchor	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Thiès	3e		1			1	1	1	
Guinée:									
Conakry	2e	2e classe métropole.	1			2	1	2	
Soudan:									
Bamako	2e	2e classe métropole.	1			2	1	2	
Ségou	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Niger:									
Niamey	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Tribunaux de première instance dans le ressort de la cour d'appel d'Abidjan.									
Côte-d'Ivoire:									
Abidjan	2e	2e classe métropole.	1		3	2	1	2	Dans le ressort de la cour d'appel d'Abidjan : 21
Bouaké	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Haute-Volta:									
Bobo-Dioulasso	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Ouagadougou	3e		1			1	1	1	
Dahomey:									
Cotonou	2e	2e classe métropole.	1			2	1	2	
Togo:									
(Voir numéro XV.)									

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	JUGES de paix
d) Justices de paix à compétence étendue dans le ressort de la cour d'appel de Dakar:			
Sénégal:			
Diourbel	1re		1
Kolda	1re		1
Podor	1re		1
Tambacounda	1re		1
Kédougou	2e		1
Matam	2e		1
Guinée:			
Boké	1re		1
Kankan	1re		1
Labé	1re		1
Macenta	1re		1
Mamou	1re		1
N'Zérékoré	1re		1
Dabola	2e		1
Kindia	2e		1
Kissidougou	2e		1
Siguiri	2e		1
Mauritanie:		Voir tableau B.	
Kaedi	1re		1
Aioun-el-Atrouss	2e		1
Atar	2e		1
Kiffa	2e		1
Port-Etienne	2e		1
Ressort de la chambre de Bamako:			
Soudan:			
Gao	1re		1
Kayes	1re		1
Mopti	1re		1
Sikasso	1re		1
Tombouctou	1re		1
Koutiala	2e		1
Bougouni	2e		1
Nioro	2e		1
San	2e		1

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	JUGES de paix
Niger:			
Maradi	1re		1
Tahoua	1re		1
Zinder	1re		1
Agadès	2e		1
Dosso	2e		1
Gouré	2e		1
Konni	2e		1
Maine-Soroa	2e		1
N'Guimi	2e		1
Tillaberi	2e		1
Justices de paix à compétence étendue dans le ressort de la cour d'appel d'Abidjan:			
Côte-d'Ivoire:			
Abangourou	1re		1
Paloa	1re		1
Dimbokro	1re		1
Gagnoa	1re		1
Grand-Lahou	1re		1
Korhogo	1re		1
Man	1re	Voir tableau B.	1
Sassandra	1re		1
Séguela	1re		1
Tabou	1re		1
Agboville	2e		1
Bondoukou	2e		1
Katiola	2e		1
Haute-Volta:			
Gaoua	1re		1
Koudougou	1re		1
Ouahigouya	1re		1
Dori	2e		1
Fada N'Gourma	2e		1
Dahomey:			
Abomey	1re		1
Parakou	1re		1
Porto-Novo	1re		1
Athiémé	2e		1
Kandi	2e		1
Natitingou	2e		1
Togo:			
(Voir numéro XV.)			

Art. 6. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et insérée au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 54-7 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 72, alinéa 3, de la Constitution;

Vu le décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 9 juin 1896, réorganisant le service de la justice à Madagascar, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 août 1917, réorganisant la justice française à Mayotte et aux Comores, et les textes qui l'ont modifié;

Après l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Il est créé à Anjouan (Comores) une justice de paix à compétence étendue de 2e classe.

Art. 2. — La section II, nos III (Madagascar) et III *bis* (Comores) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928, est modifiée et complétée ainsi qu'il suit:

III. — *Madagascar.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION DES JURIDICTIONS						
			Président.	Présidents de chambre	Conseillers	Procureur général.	Avocats généraux.	Substituts généraux.	Juges suppléants.
a) Cour d'appel:									
Tananarive	1re	Voir tableau B.	1	2	10	1	2	4	
			Présidents.	Vice-président.	Juges d'instruction.	Juges.	Procureurs de la République.	Substituts	
b) Tribunaux de première instance.									
Tananarive	2e		1	1	2	4	1	2	
Tamatave	2e	2e classe métropole.	1			2	1	2	
Majunga	2e		1			1	1	1	
Diégo-Suarez	3e		1			1	1	1	
Fianarantsoa	3e	3e classe métropole.	1			1	1	1	
Tuléar	3e		1			1	1	1	
			Juges de paix.						
c) Justices de paix à compétence étendue:									
Antalaha	1re				1				
Mananjary	1re				1				
Nossi-Bé	1re				1				
Fort-Dauphin	1re				1				22
Morondava	1re				1				
Ananalava	1re				1				
Antsirabé	1re				1				
Farafangana	1re				1				
Ihosy	1re				1				
Miarinarivo	1re				1				
Maintirano	1re				1				
Ambositra	1re				1				
Ambatondrazaka	1re				1				
Ankazoabo	2e	Voir tableau B.			1				
Betroka	2e				1				
Maeventanana	2e				1				
Valomandry	2e				1				
Ambanja	2e				1				
Ambato-ampy	2e				1				
Manakara	2e				1				
Mandritsara	2e				1				
Maroantsetra	2e				1				
Morombé	2e				1				
Sainte-Marie	2e				1				
Soalala	2e				1				
Port-Berge	2e				1				
Miandrivazo	2e				1				

III bis. — *Territoire des Comores.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	JUGES de paix	JUGE suppléant.
Justices de paix à compétence étendue:				
Mayotte	1re	Voir tableau B	1	1
Moroni	2e		1	
Anjouan	2e		1	

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 54-8 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 72 (alinéa 3) de la Constitution;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 novembre 1946 réorganisant la justice au Cameroun;

Après l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les justices de paix à compétence étendue de 1re classe de Maroua, Dschang, Ebolowa sont transformées en tribunaux de première instance de 3e classe.

Art. 2. — Il est créé à Bertoua un tribunal de première instance de 3e classe et à Bafoussam une justice de paix à compétence étendue de 2e classe.

Art. 3. — Les justices de paix à compétence étendue de 3e classe de Fort-Foureau, Mokolo, Nanga-Eboko, Sangmelima, Yabassi et Yagoua sont élevées à la 2e classe.

Art. 4. — La justice de paix à compétence étendue de 1re classe de Abong-M'Bang est abaissée à la 2e classe.

Art. 5. — Les justices de paix à compétence étendue de 3e classe de Batouri, Betare Oya, Yokadouma et Akonolinga sont supprimées.

Art. 6. — La section II, n° XI (Cameroun) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé, est modifiée et complétée ainsi qu'il suit:

XI. — *Cameroun.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION DES JURIDICTIONS						
			Président.	Présidents de chambre.	Conseillers	Procureur général.	Avocats généraux.	Substituts généraux.	Juges suppléants.
a) Cour d'appel:									
Yaoundé	1re	Voir tableau B.	1	2	6	1	1	2	
			Présidents.	Juges	Juge d'instruction.	Procureurs de la République.	Substituts.		
b) Tribunaux de 1re instance:									
Yaoundé	2e	2e classe métropole.	1	1		1	1		
Douala	2e		1	1	1	1	1		
Garoua	3e	3e classe métropole.	1			1	1		
Maroua	3e		1			1	1		
Dschang	3e		1			1	1		
Bertoua	3e		1			1	1		
Ebolowa	3e		1			1	1		
			Juges de paix.						
c) Justices de paix à compétence étendue:									12
Edéa	1re	Voir tableau B.	1						
N'Kongsamba	1re		1						
Abong M'Bang	2e		1						
Bafia	2e		1						
Bafoussam	2e		1						
Eseka	2e		1						
Fort-Foureau	2e		1						
Foumban	2e		1						
Kribi	2e		1						
Mokolo	2e		1						
Nanga Eboko	2e		1						
N'Gaoundéré	2e		1						
Sangmelima	2e		1						
Yabassi	2e		1						
Yagoua	2e		1						

Art. 7. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 54-9 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français dans l'Inde).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 72, alinéa 3, de la Constitution;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La section II, n° VII (Etablissements français dans l'Inde) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé, est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes:

VII. — *Etablissements français dans l'Inde.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION DES JURIDICTIONS			
			Président.	Juges.	Procureur de la République.	
a) Tribunal supérieur d'appel:						
Pondichéry	1re	1re classe métropole.	1	2	1	
			Présidents.	Juge.	Procureurs, de la République.	Juges suppléants.
b) Tribunaux de première instance:						
Pondichéry	2e	2e classe métropole.	1	1	1	
Karikal	3e	3e classe métropole.	1		1	
			Juges de paix.			
c) Justices de paix à compétence étendue:						4
Mahé	2e	Voir tableau B.	1			
Yanaon	2e		1			

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954. VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret n° 54-10 du 5 janvier 1954 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Saint-Pierre et Miquelon.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques, et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 72, alinéa 3, de la Constitution de la République française;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La section II, n° XIV (Saint-Pierre et Miquelon) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé, est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes:

XIV. — *Saint-Pierre et Miquelon.*

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION des juridictions.
a) Tribunal d'appel (siégeant à Saint-Pierre)	Unique.	Voir tableau B	1 président.
b) Justice de paix à compétence étendue de Saint-Pierre	2e		1 juge de paix.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 janvier 1954. VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Décret du 5 janvier 1954 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre civil.

Par décret du Président de la République en date du 5 janvier 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 15 décembre 1953 portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre civil:

Au grade d'officier.

MM.

Félix (Alfred-Pierre), gouverneur honoraire des colonies. Chevalier du 25 octobre 1945.

Leenhardt (Jean-Henry-Maurice), missionnaire des missions évangéliques. Chevalier du 21 octobre 1932.

Migny (Antoine-Désiré), ingénieur en chef d'Electricité de France, Boulogne-sur-Seine (Seine). Chevalier du 6 février 1938.

Papadzi (Albert-Maurice-Joseph), directeur de la société Le Nickel, Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Chevalier du 23 décembre 1936.

Au grade de chevalier.

MM.

Cazal (Raoul), administrateur en chef de la France d'outre-mer, Kindia (Guinée); 34 ans 9 mois 4 jours de services dont 6 ans 2 mois 13 jours de majoration pour services civils hors d'Europe.

Furnon (Jean-Emile), chef de service à la Société générale d'entreprises, Brazzaville (Afrique équatoriale française); 35 ans 4 mois 21 jours de services et de pratique professionnelle dont 1 an 11 mois 28 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 1 an pour mobilisation.

R. P. Hougard (Abel-François), curé de la paroisse Notre-Dame des Anges, à Pondichéry (Inde française); 35 ans 6 mois de vie religieuse dont 5 ans de majoration pour mobilisation.

Lamassiaude (Roger-Louis), ingénieur, chef du centre Afrique occidentale française d'Electricité de France, Paris; 20 ans 6 mois 2 jours de services dont 3 mois 21 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 1 an pour mobilisation.

Linot (André-Alexandre), directeur général des Etablissements Wallach à Mulhouse (Haut-Rhin); 39 ans 9 mois 28 jours de pratique professionnelle dont 1 an de majoration pour services civils hors d'Europe.

Maugas (Jean-Marie-Emile), directeur général de Energie électrique, Brazzaville (Afrique équatoriale française); 32 ans 1 mois de pratique professionnelle dont 10 mois de majoration pour services civils hors d'Europe et 1 an pour mobilisation.

Merle (Mathieu-Auguste-Claude), administrateur de sociétés coloniales, Gagnoa (Côte d'Ivoire), Afrique occidentale française; 44 ans 24 jours de pratique professionnelle.

Naud (René), commerçant, Bangui (Afrique équatoriale française); 31 ans 10 mois 3 jours de pratique professionnelle dont 6 ans de majoration pour mobilisation.

Paul (Michel-Cavallier-Camille), administrateur directeur général de la Compagnie de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle); 26 ans de pratique professionnelle dont 2 ans de majoration pour mobilisation.

Pomerance (Alfred-Isaac), secrétaire général de la société La Tiebaghi, Paris; 25 ans de pratique professionnelle dont 1 an de majoration pour mobilisation.

Revert (Eugène-Edouard), directeur de l'enseignement au ministère de la France d'outre-mer; 42 ans 7 mois 9 jours de services dont 2 ans 9 mois 10 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 3 ans pour mobilisation.

Rossigneux (Emile), inspecteur général délégué de la compagnie des eaux et électricité de l'Ouest africain, Dakar (Afrique occidentale française); 28 ans 7 mois 18 jours de services.

Salase (Léon), administrateur en chef de la France d'outre-mer, Douala (Cameroun); 38 ans 10 mois 10 jours de services dont 6 ans 9 mois 10 jours de majoration pour services civils hors d'Europe et 3 ans pour mobilisation.

De Verteuil (Michel-Marie-André-Jean), ingénieur, Paris; 20 ans 9 mois de pratique professionnelle dont 2 ans de majoration pour mobilisation.

Décret du 5 janvier 1954 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre militaire et avec traitement.

Par décret du Président de la République en date du 5 janvier 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 15 décembre 1953 portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre militaire et avec traitement:

Au grade d'officier.

MM.

Blin (Yves-Jean-Marie-Ferdinand), inspecteur de 1re classe de la France d'outre-mer. Chevalier du 4 novembre 1948. Ancienneté dans le grade, majoration pour campagnes comprise; 11 ans 25 jours.

Zoccolat (Gaston-Vincent), inspecteur de 1re classe de la France d'outre-mer. Chevalier du 27 janvier 1948. Ancienneté dans le grade, majoration pour campagnes comprise: 12 ans 2 mois 21 jours.

Au grade de chevalier.

MM.

Jacquier (Jean-Louis-Léonce), inspecteur de 2e classe de la France d'outre-mer; 20 ans 7 mois 11 jours de services, dont 5 ans 8 mois 11 jours de majoration pour services civils et militaires hors d'Europe et campagnes.

Sriber (Jean-Etienne), inspecteur de 2e classe de la France d'outre-mer; 21 ans 4 mois 20 jours de services, dont 7 ans 4 mois 27 jours de majoration pour services civils et militaires hors d'Europe et campagnes.

Werquin (Jean-Alexandre-Paul), inspecteur de 3e classe de la France d'outre-mer; 21 ans 6 mois 29 jours de services, dont 6 ans 5 mois 29 jours de majoration pour services civils et militaires hors d'Europe et campagnes.

Décret du 5 janvier 1954 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre civil et exceptionnel.

Par décret du Président de la République en date du 5 janvier 1954, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 15 décembre 1953 portant que la nomination faite aux termes du présent décret n'a rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre civil et exceptionnel:

Au grade de chevalier.

M. Blohorn (Emile-Louis-André), directeur propriétaire de la Savonnerie des Lagunes, vice-président de la chambre d'agriculture et d'industrie de la Côte d'Ivoire, Abidjan (Afrique occidentale française); 22 ans 9 mois 27 jours de pratique professionnelle, dont 1 an de majoration pour mobilisation. Titres exceptionnels: par son travail inlassable et son intelligente activité a mis sur pied et développé des exploitations industrielles qui marquent sa présence en Côte d'Ivoire, profitant à l'essor économique du territoire.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Homologation de coefficients d'adaptation départementaux des prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 6 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département des Basses-Alpes, affectés du coefficient de base 16.70, établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 3 février 1951, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 3 février 1951 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 6 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de Lot-et-Garonne, affectés du coefficient de base 14.80, établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 19 septembre 1952, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 6 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Manche, affectés du coefficient de base 17.40, établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 1er août 1953, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 7 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département des Hautes-Alpes, affectés du coefficient de base 16.70, établi en valeur octobre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de novembre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois d'octobre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 3 février 1951, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 3 février 1951 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 7 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département du Calvados, affectés du coefficient de base 18.60, établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 27 octobre 1953, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 4 août 1952 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 7 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de l'Eure, affectés du coefficient de base 18.60, établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 30 mars 1953, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 7 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Marne affectés du coefficient de base 17.00, établi en valeur octobre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de novembre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois d'octobre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 7 juillet 1952, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux annexés à l'arrêté du 26 octobre 1948 sont modifiés comme suit, à compter de la date d'application du coefficient d'adaptation départemental du mois de novembre 1953:

MONTANTS DES TRAVAUX — Valeur Seine 1939.	COEFFICIENTS D'IMPORTANCE de travaux.
De 0 à 2 millions	1.00
De 2 à 5 millions	0.98
Au-dessus de 5 millions	0.95

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 11 mars 1950 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 7 janvier 1954, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de Seine-et-Marne, affectés du coefficient de base 19.20, établi en valeur novembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de décembre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de novembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 27 août 1952, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Services extérieurs.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 5 janvier 1954, la démission de M. Viallefond (Jean), inspecteur de l'urbanisme et de l'habitation titulaire de 2e classe, 2e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement à la délégation départementale de la Manche, est acceptée à compter du 1er décembre 1953.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 5 janvier 1954, M. Pasquier (Louis), agent principal temporaire des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement, est admis, à titre personnel, à compter du 1er janvier 1949, au bénéfice des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Composition du jury du concours pour le recrutement de pharmaciens inspecteurs de la santé.

Par arrêté en date du 4 janvier 1954, le jury du concours ouvert par arrêté du 21 septembre 1953 pour le recrutement de trois pharmaciens inspecteurs de la santé, et fixé au 12 janvier 1954, est composé comme suit:

Membres titulaires.	Membres suppléants.
M. Bontz, directeur adjoint de l'administration générale du personnel et du budget, président.	Mlle Cherechewski, administrateur civil de classe exceptionnelle, chef du 2e bureau de l'administration générale, du personnel et du budget.
M. le professeur Badinand, professeur à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lyon.	M. le professeur Raoul, professeur à la faculté de pharmacie de Paris.
M. Vaille, chef du service central de la pharmacie.	M. Saunié, pharmacien inspecteur divisionnaire de la santé à Paris.
M. Volckringer, pharmacien inspecteur divisionnaire de la santé à Paris.	M. Nathan, pharmacien inspecteur divisionnaire de la santé à Paris.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Date et conditions d'organisation du concours pour l'emploi de commis des services extérieurs.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu la loi n° 46-2291 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 51-705 du 6 juin 1951 portant règlement d'administration publique relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau, de sténodactylographes et de commis des services extérieurs des administrations de l'Etat, et notamment l'article 20;

Vu l'arrêté interministériel du 17 décembre 1953 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement de trente-six commis dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre,

Arrête:

Art. 1er. — Les épreuves du concours dont l'ouverture est autorisée par l'arrêté susvisé du 17 décembre 1953 auront lieu le 11 mars 1954. Elles se dérouleront en principe dans les centres suivants, sièges des directions interdépartementales ou départementales des anciens combattants et victimes de la guerre:

Paris, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Ajaccio, Alger, Oran, Constantine, Casablanca, Tunis, l'administration se réservant le droit de procéder éventuellement à des regroupements de centres, compte tenu de la répartition géographique des candidats.

Art. 2. — Peuvent être autorisés à se présenter au concours:

1° Les candidats qui satisfont aux conditions fixées par l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires et qui doivent:

Etre âgés de dix-sept ans au moins et de trente ans au plus le 1er janvier 1954 (la limite d'âge supérieure est reculée d'un an par enfant à charge ou d'un nombre d'années égal à la durée des services publics, civils et militaires, accomplis par les intéressés, sans toutefois pouvoir excéder quarante ans.

Posséder le brevet d'études du premier cycle du second degré ou l'un des diplômes ou certificats admis en dispense:

Première partie du baccalauréat ou certificat attestant la poursuite des études jusqu'à la classe de deuxième inclusivement dans un établissement d'enseignement du second degré, un certificat de capacité en droit, diplôme d'études supérieures des médersas, brevet d'enseignement primaire supérieur (toutes sections), brevet élémentaire, certificat d'études classiques ou modernes, brevet d'enseignement commercial (premier degré), brevets délivrés par les écoles nationales professionnelles (section commerciale);

2° Les fonctionnaires titulaires de l'Etat qui satisfont à la condition d'âge énoncée ci-dessus et réunissent au moins trois années de services publics le 1er janvier 1954.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription devront parvenir, le 20 février 1954 au plus tard au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, direction de l'administration générale, sous-direction du personnel et du matériel (2e bureau), 37, rue de Bellechasse, Paris (7e). Ils devront comprendre les pièces suivantes:

A. — Pour les candidats non fonctionnaires titulaires:

1° Un acte de candidature sur papier libre précisant notamment le centre où le candidat désire subir les épreuves du concours (accompagné, pour les candidats mineurs, d'une autorisation de leurs parents ou tuteur) et les centres des directions interdépartementales ou départementales, par ordre de préférence, où ils désireraient être affectés en cas de succès;

2° Un certificat de nationalité;

3° Un extrait de l'acte de naissance sur papier libre, daté de moins de trois mois (accompagné, éventuellement, des pièces justificatives pour le recul de la limite d'âge supérieure);

4° Une copie certifiée conforme des diplômes;

5° Un certificat médical, établi par un médecin de leur choix attestant l'aptitude physique du candidat à l'emploi postulé;

6° S'il y a lieu, une pièce concernant la situation militaire.

B. — Pour les candidats fonctionnaires titulaires:

1° Un acte de candidature sur papier libre précisant notamment le centre où le candidat désire subir les épreuves du concours et les centres des directions interdépartementales ou départementales, par ordre de préférence, où ils désireraient être affectés en cas de succès;

2° Un certificat administratif attestant la qualité de fonctionnaire titulaire, la date de naissance, le détail des services publics accomplis et le nombre d'enfants à charge, au sens de l'article 162 du décret-loi du 29 juillet 1939;

3° S'il y a lieu, une pièce concernant la situation militaire.

Art. 4. — Le nombre de places offertes à chacune des deux catégories de candidats est proportionnel au nombre de candidats qui, dans chaque groupe, ont obtenu pour l'ensemble de leurs épreuves une moyenne générale au moins égale à une note minimum fixée par le jury. Cette note ne peut être inférieure à 80 points.

Art. 5. — Le concours comportera uniquement les épreuves écrites suivantes:

a) Une rédaction sur un sujet d'ordre général (coefficient: 3; durée de l'épreuve: trois heures; note éliminatoire: inférieure à 6/20);

b) Une dictée du niveau du brevet élémentaire (coefficient: 2; durée de l'épreuve: trente minutes; note éliminatoire inférieure à 10/20);

c) Deux problèmes d'arithmétique du même niveau (coefficient: 2; durée de l'épreuve: deux heures; note éliminatoire: inférieure à 6/20);

d) Confection, d'après les éléments donnés, d'un tableau comportant des opérations d'arithmétique (coefficient: 1; durée de l'épreuve: une heure; note éliminatoire: inférieure à 6/20).

Art. 6. — Un arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre fixera la composition du jury.

Art. 7. — Les candidats reçus au concours sont affectés dans l'ordre de leur classement, dans la limite des emplois offerts et selon leur demande.

Art. 8. — Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 décembre 1953.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur de l'administration générale,

PIERRE PABAULT.

Modification de la compétence territoriale des directeurs interdépartementaux des anciens combattants et victimes de la guerre.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu la loi du 3 septembre 1947 modifiant et complétant la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité;

Vu le décret du 28 janvier 1948 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre;

Vu les arrêtés des 22 avril 1948, 19 juillet 1948, 5 décembre 1948, 31 décembre 1951 fixant la compétence territoriale des directeurs interdépartementaux du ministère;

Vu la loi n° 49-767 du 10 juin 1949, et notamment ses chapitres 109, 110 et 111;

Vu le décret du 12 décembre 1950 portant suppression et transformation d'emplois dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre,

Arrête:

Art. 1er. — La compétence territoriale des directeurs interdépartementaux des anciens combattants et victimes de la guerre est modifiée comme suit:

Siège du service interdépartemental: Paris. — Départements rattachés: Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir.

Siège du service interdépartemental: Orléans. — Départements rattachés: Loiret, Nièvre, Cher, Loir-et-Cher

Siège du service interdépartemental: le Mans. — Départements rattachés: Sarthe, Orne, Mayenne.

Siège du service interdépartemental: Rennes. — Départements rattachés: Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère.

(Le reste sans changement.)

Art. 2 — Les centres spéciaux de réforme de Paris, Orléans, le Mans et Rennes ont la même compétence territoriale que les services interdépartementaux auprès desquels ils fonctionnent.

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale, le directeur des pensions et des services médicaux et le directeur du contentieux, de l'état civil et des recherches sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet au 1er janvier 1954.

Fait à Paris, le 31 décembre 1953.

ANDRÉ MUTIER.

Relèvement des indemnités de vacations allouées aux membres des commissions médicales chargées de l'examen des candidats aux emplois réservés.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article R. 451 du code des pensions militaires d'invalidité (emplois réservés);

Vu l'arrêté du 20 octobre 1947 fixant le montant des indemnités allouées aux membres des commissions médicales chargées de l'examen des candidats aux emplois réservés, modifié par l'arrêté du 10 juin 1948,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les médecins experts des commissions médicales et les médecins chargés des surexpertises demandées par les candidats perçoivent des indemnités de vacation fixées dans la limite des taux maxima suivants:

	Paris et Seine.	Province.
Première heure	525 F.	500 F.
Deuxième heure	475	375
Chaque heure en sus	450	300

Le montant de la vacation comprend la rédaction du certificat d'aptitude physique; le total des indemnités ne peut excéder 1.250 F pour Paris et 1.175 F pour la province pour une vacation de trois heures.

Art. 2. — Le montant de l'indemnité allouée à l'invalide ou à la veuve de guerre membres des commissions, est porté à 400 F par jour ou 200 F par demi-journée.

Art. 3. — Le présent arrêté abroge l'arrêté du 10 juin 1948 susvisé.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et le directeur du budget au ministère des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er décembre 1953 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1954.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de l'administration générale,
PIERRE BADAULT.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 12 janvier 1954.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du bureau d'âge.

2. — Scrutin à la tribune pour la nomination du président de l'Assemblée nationale.

3. — Installation du président définitif.

4. — Nomination des six vice-présidents, des quatorze secrétaires et des trois questeurs de l'Assemblée nationale.

5. — Installation du bureau définitif.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 12 janvier 1954.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du bureau d'âge.

2. — Scrutin à la tribune pour la nomination du président du Conseil de la République.

3. — Nomination des quatre vice-présidents, des huit secrétaires et des trois questeurs du Conseil de la République.

Convocation de commission.

La commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier se réunira le mardi 12 janvier 1954, à dix-huit heures (local n° 201):

Echange de vues à la veille de la session de l'Assemblée commune de Strasbourg.

Rectifications

au compte rendu in extenso de la 2e séance du jeudi 31 décembre 1953.

(*Journal officiel* du 1er janvier 1954.)

Dans le scrutin (n° 191) sur l'amendement (n° 5) de M. Estève à l'article 23 du projet de loi de finances pour l'exercice 1954:

MM. Le Bot et Gabriel Puaux, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu voter « contre ».

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1954

Ordre du jour du mardi 12 janvier 1954.

A quinze heures trente — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les opérations électorales du territoire du Cameroun. (N° 415, année 1953. — M. Cazelles, rapporteur.)

2. — Discussion des conclusions de la commission d'instruction sur l'élection de M. Benamor par le département de Constantine (2e collège). (N° 416, année 1953. — M. Delmas, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de MM. Jousselin, Schock, Vignes, Ya Doumbia tendant à l'institution d'un système de garanties économiques formelles entre les pays d'outre-mer et la France métropolitaine. (Nos 45, année 1952, et 363, année 1953. — M. Schmitt, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de M. Randretsa tendant à demander au Gouvernement que le droit écrit malgache fasse l'objet d'un enseignement officiel à l'école de droit de Tananarive et qu'il soit admis en troisième année de licence comme « matière à option ». (Nos 154 et 205, année 1953. — M. Randretsa, rapporteur.)

5. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la convention internationale n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical. (Nos 303 et 410, année 1953. — M. Bégarra, rapporteur.)

6. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la convention internationale du travail n° 14 concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels. (Nos 304 et 411, année 1953. — M. Bégarra, rapporteur.)

7. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la convention internationale du travail n° 33 concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels. (Nos 306 et 412, année 1953. — M. Bégarra, rapporteur.)

8. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la convention internationale du travail n° 26 concernant l'institution des méthodes de fixation des salaires minima. (Nos 306 et 413, année 1953. — M. Bégarra, rapporteur.)

9. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la convention internationale du travail n° 5 fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels. (Nos 307 et 414, année 1953. — M. Bégarra, rapporteur.)

Instruction.

Séance du vendredi 8 janvier 1954.

Présents: MM. Max André, Cazelles, Delmas, Galimand, Odru, Pheng, Rencurel, Schmitt, Troisgros. *Suppléants:* M. Galimand de M. Daber, M. Delmas de M. Frey, M. Rencurel de M. Héline, M. Pheng de M. Phung Ba Nghia, M. Troisgros de M. Ribera, M. Cazelles de M. Rosenfeld.

Convocations de commissions.

La commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales se réunira le mercredi 13 janvier 1954, à dix heures (local n° 33), 21, rue La Boétie, Paris:

I. — Installation du bureau.

II. — Rappel des affaires en instance devant la commission. Nomination éventuelle de nouveaux rapporteurs.

III. — Nomination de rapporteurs pour:

a) La demande d'avis (n° 359, année 1953) concernant un projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 31 décembre 1925 relative à la clause compromissoire en matière commerciale;

b) La demande d'avis (n° 404, année 1953) concernant un projet de décret portant extension aux territoires d'outre-mer à l'exception des Etablissements français dans l'Inde, ainsi qu'au Cameroun et au Togo, des dispositions de la loi du 5 décembre 1951 réglementant la pratique des arrhes en matière de ventes mobilières;

c) La demande d'avis (n° 405, année 1953) sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar, des Comores, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie et dans les territoires sous tutelle du Cameroun les dispositions des articles 1er et 2 de la loi du 11 mars 1949, modifiée par les dispositions de l'article 54 de la loi de finances du 14 avril 1952;

d) La demande d'avis (n° 406, année 1953) sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les modifications apportées à l'article 2135 du code civil par le décret-loi du 14 juin 1938 et par la loi du 12 mars 1953;

e) La demande d'avis (n° 407, année 1953) sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels;

f) La proposition (n° 365, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la parité entre les juges de paix algériens et les juges de paix métropolitains.

IV. — Examen des rapports de M. Pialoux sur:

La demande d'avis (n° 338, année 1953) concernant un projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif de la Nouvelle-Calédonie et dépendances;

La demande d'avis (n° 329, année 1953) concernant un projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif des Etablissements français d'Océanie.

V. — Examen du rapport de M. Ribera sur la proposition (n° 292, année 1953) tendant à demander au Gouvernement de reviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer en le reclassant dans un cadre général analogue à celui des chefs de division et attachés de préfecture métropolitains et en opérant son recrutement au niveau de l'enseignement supérieur.

VI. — Questions diverses (plan d'études générales).

La commission du plan, de l'équipement et des communications se réunira le mercredi 13 janvier 1954, à quatorze heures trente (local n° 32), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Organisation des travaux de la commission. — Examen des diverses questions d'intérêt général devant faire l'objet d'initiatives de la commission du plan.

II. — Propositions:

(N° 309, année 1953) relative à l'aménagement de la navigabilité sur le Niger.

(N° 342, année 1953) concernant la création d'un port en eau profonde au Dahomey.

Nomination de rapporteurs.

III. — Questions diverses.

INFORMATIONS
RELATIVES
AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions.

Mardi 12 janvier 1954.

Dix-sept heures trente.

MISSIONS POUR L'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE A L'ÉTRANGER
(COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE)

Ordre du jour.

Audition de M. Francis Perrin, haut commissaire à l'énergie atomique, sur les possibilités de production et d'utilisation pacifique de l'énergie atomique en France.

Mercredi 13 janvier 1954.

Neuf heures quinze.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE RELATIVE AU PROJET DE TUNNEL SOUS LE MONT BLANC
(COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME)

Ordre du jour.

A neuf heures trente. — Audition de M. Rumpler, directeur des routes au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

A onze heures. — Audition de M. Vergeot, représentant le commissaire général au plan de modernisation et d'équipement.

Neuf heures quarante-cinq.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Election du président et du vice-président de la commission.

Projet de loi n° 7493 tendant à réglementer l'usage de la dénomination « Chambre de commerce ».

Circuit de distribution des produits laitiers. — Audition d'un représentant du syndicat national des vétérinaires.

Dix heures.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE DES MÉTHODES D'ANALYSE ET DE MESURE DU TRAVAIL PRATIQUÉES EN FRANCE
(COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES)

Ordre du jour.

Dix heures trente.

Audition demandée d'un représentant du comité national de l'organisation française.

Quinze heures trente.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE CHARBON-ACIER
(COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN)

Ordre du jour.

Audition de M. Denis, chef du service de la sidérurgie au ministère de l'industrie et du commerce, sur les répercussions que sont susceptibles d'avoir sur l'économie les nouveaux barèmes du prix de l'acier.

Audition de M. Bureau, conseiller technique de la chambre syndicale de la sidérurgie, sur le problème de la décartellisation des industries de la Ruhr.

Jeudi 14 janvier 1954.

Neuf heures quinze.

COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME

Ordre du jour.

Les voies navigables en France. — Examen du projet de rapport présenté par M. Jean Goudaert (suite de la discussion).

Dix heures.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Renouvellement du bureau de la commission et application de l'article 21 du règlement intérieur du Conseil économique.

Revenu national. — Etude de l'évolution de la masse des salaires de 1949 à 1953: audition de M. Gruson, chef du service des études économiques et financières au ministère des finances.

Dix heures.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Election du président et du vice-président de la commission pour l'année 1954 (art. 21 du règlement).

Logement des personnes de faibles revenus. — Suite de la discussion générale. Eventuellement, désignation du rapporteur.

Quatorze heures trente.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Orientation de la production agricole: choix entre une politique d'expansion agricole et une politique de stagnation:

Audition du commissaire général au plan de modernisation et d'équipement.

Audition de M. Blondelle, président de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Neuf heures trente.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour.

Election du bureau de la commission.

Incidences du pool vert sur la production agricole des territoires extramétropolitains de l'Union française. — Adoption définitive du projet d'avis présenté par M. Bouruet-Aubertot.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs de pièces de rechange.

L'avis aux importateurs de pièces de rechange, publié au *Journal officiel* du 25 septembre 1953, pages 8154 et 8155, est complété et modifié comme suit:

1) Après le dernier alinéa, relatif aux conditions de visa et de délivrance des licences, ajouter l'alinéa suivant:

« Toutefois, les licences portant sur les pièces de rechange relevant des numéros de tarif: 1539 A à P, 1765, 1766 A et B, 1767 A, B et C, 1768 A, B, C et D, et destinées aux moteurs d'avion ou à l'aviation, seront accordées après visa de la direction technique de l'industrie aéronautique (D. T. I. A.). Les dossiers de demandes correspondants devront porter en caractères apparents, à l'angle supérieur gauche de la chemise-enveloppe, sous l'indication du numéro de tarif des douanes, la mention:

« Pièces de rechange destinées à l'aviation. »

2) La liste des numéros du tarif douanier concernant les pièces de rechange admises au régime de l'avis du 25 septembre et publiées en annexe audit avis, est modifiée comme suit:

Au lieu de:

« 1316 B, 1323 B, 1330 B »,

Lire:

« Ex 1316 B »
« Ex 1323 B » } tubes façonnés seulement ».
« Ex 1330 B »

Au lieu de: « 1670 C à I », lire: « 1670 A, C, D, E, G et I » (les produits visés sous 1670 F et H ne constituant pas des pièces de rechange, au sens de l'avis du 25 septembre).

Au lieu de: « 1720 D », lire: « 1720 A, B et D ».

Ajouter: « 1763 B ».

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de tracteurs originaires et en provenance de la république fédérale d'Allemagne.

Les importateurs sont informés de l'ouverture, par anticipation, sur le prochain accord commercial, d'un contingent de tracteurs originaires et en provenance de la république fédérale d'Allemagne.

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 13 juillet 1949, les demandes de licences d'importation, établies sur formules modèle A. C. et accompagnées de deux factures *pro forma* rédigées en français dans la mesure du possible, établies par le vendeur allemand ou son représentant qualifié, seront reçues par l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), à partir du 18 janvier 1954. Elles seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt.

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance d'un poste de médecin chef au quartier psychiatrique des hospices de Poitiers (Vienne).

Un poste de médecin chef de service est actuellement vacant au quartier psychiatrique des hospices de Poitiers (Vienne) (poste créé).

Les candidatures devront être adressées, dans un délai de trois semaines à compter de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale du personnel et du budget), 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

Avis de concours pour le recrutement d'un directeur de bureau municipal d'hygiène à Tours (Indre-et-Loire).

Un concours sur titres est ouvert en vue de la nomination d'un directeur de bureau municipal d'hygiène à Tours (Indre-et-Loire).

Les candidats docteurs en médecine devront être titulaires du diplôme d'hygiène.

Les demandes, accompagnées des dossiers des candidats, devront parvenir au secrétariat général de mairie de Tours avant le 1er mars 1954, à dix-huit heures.

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	Pays	Devise	Parité	Cours limites pratiqués par la Banque de France		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 5 janvier 1954.	
359 95	Etats-Unis	1 $ U S A	350 ..(1	.... ..	.... ..	349 95	.... ..
358 90	Canada	1 $ Can	....	.. ..	.... ..	358 70	.... ..
164 20	Côte Fse Somalis	100 F Djib	161 072	.... ..	.... ..	164 20	.... ..
8373 ..	Allemagne occid	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 ..	8381 ..	8378 ..
698 50	Belgique	100 F b	700 ..	694 75	705 25	699 20	699 ..
5057 ..	Danemark	100 c d	5067 22	5029 25	5105 25	5060 ..	.... ..
977 85	Gde-Bretagne	1 liv st	980 ...	972 65	987 35	978 75	978 35
4883 ..	Norvège	100 c n	4900 ..	4863 50	4937 ..	4894 ..	4888 ..
9219 ..	Pays-Bas	100 fl	9210 52	9141 60	9279 80	9228 ..	9223 ..
6753 ..	Suède	100 c s	6763 625	6715 ..	6816 50	6760 ..	6758 ..
8010 ..	Suisse	100 f. s	8003 98	7911 ..	8064 ..	8017 ..	8015 ..
1002 50	Égypte	1 liv. ég	1005 04	997 ..	1013 ..	1003 ..	1002 50
56 45	Italie	100 lire	56 022	55 60	56 45	56 45	.... ..
4045 ..	Mexique	100 peso	4057 97	4025 ..	4090 ..	4035 ..	.... ..
1215 ..	Portugal	100 esc	1217 39	1208 25	1226 50	1215 50	1214 50
4897 50	Tchécoslovaquie	100 kcs	4861 11	4824 50	4897 50	4897 50	.... ..
117 60	Yougoslavie	100 din	116 666	115 70	117 60	.... ..	.... ..
	Autriche	100 sch	1346 15	1335 ..(2		1355 ..(2	

Zone C. F. A.	100 F C. F. A.	....	200
Zone C. F. P.	100 F C. F. P.	....	550
États associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam	100 piastres	....	1000
Comptoirs français dans l'Inde	100 roupies I. F.	...	7350

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.
(2) Cours de reprise et de cession des chèques aux voyageurs.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

L'Immobilière Parisienne et Départementale

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 10, PLACE EDOUARD-VII, A PARIS

R. C.: Seine n° 72544.

Obligations 4 1/2 0/0 1912 *de* 500 *F.*

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 1.529 obligations amorties au treizième tirage (40e amortissement) effectué le 30 novembre 1953** (la société a racheté 475 titres pour compléter cet amortissement);

2° **Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
3	54	566	51	1.208	52
4	54	**571**	54	1.216	51
35	51	603	52	1.217	53
41	51	612	52	**1.219**	54
49	51	635	51	1.244	53
50	54	643	53	**1.252**	54
54	53	645	51	1.260	53
67	54	652	53	1.262	53
89	52	**660**	54	**1.270**	54
103	54	**669**	54	1.273	53
120	51	686	53	1.280	52
131	54	**688**	54	1.281	53
164	52	756	51	1.285	51
187	52	758	51	1.290	53
195	53	**761**	54	1.295	52
198	51	767	53	1.307	51
200	54	**772**	54	1.308	51
207	51	784	53	**1.313**	54
221	54	817	51	1.315	51
222	54	824	53	**1.316**	54
248	52	826	52	**1.320**	54
264	54	832	53	1.336	53
275	54	**836**	54	1.337	53
295	51	**839**	54	**1.342**	54
303	51	869	51	**1.343**	54
326	54	874	52	**1.346**	54
356	54	**877**	54	1.348	53
365	52	879	53	**1.370**	54
366	50	890	53	**1.374**	54
370	53	**891**	54	1.383	53
382	53	927	52	1.384	43
403	53	953	51	**1.389**	54
412	54	962	53	**1.392**	54
415	53	**970**	54	**1.426**	54
417	54	**981**	54	1.430	51
419	53	**991**	54	**1.437**	54
425	50	**994**	54	**1.438**	54
430	54	**995**	54	1.469	52
440	51	**1.004**	54	**1.486**	54
442	53	1.015	52	1.502	53
448	54	1.023	53	1.505	52
464	54	1.060	51	**1.555**	54
478	51	1.078	52	**1.564**	54
510	53	1.093	53	**1.565**	54
518	53	**1.098**	54	1.566	53
533	54	**1.100**	54	**1.586**	54
534	54	1.102	51	1.588	53
555	53	1.145	52	1.589	51
558	52	**1.158**	54	**1.590**	54

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
1.594	53	2.414	47	3.236	52
1.607	54	2.416	51	3.242	51
1.616	54	2.417	52	**3.243**	54
1.619	54	**2.418**	54	3.265	51
1.639	54	2.420	46	3.282	49
1.640	53	2.424	45	3.283	53
1.661	53	2.425	46	3.309	53
1.664	53	2.426	47	3.311	53
1.667	50	2.428	53	**3.349**	54
1.668	52	2.433	53	3.351	53
1.673	54	2.436	53	3.365	53
1.701	54	2.437	51	**3.370**	54
1.702	54	2.438	52	3.373	53
1.709	54	2.439	45	**3.378**	54
1.716	52	2.441	49	3.379	52
1.750	53	2.444	52	3.395	52
1.752	54	2.445	42	3.400	53
1.797	53	**2.446**	54	3.426	53
1.809	54	2.454	42	**3.434**	54
1.812	52	2.455	53	3.442	52
1.813	52	2.456	45	**3.447**	54
1.815	54	2.462	51	**3.472**	54
1.816	54	2.464	51	3.479	53
1.828	54	2.489	53	3.493	52
1.830	53	**2.514**	54	3.502	50
1.849	54	**2.515**	54	**3.505**	54
1.851	54	**2.525**	54	**3.509**	54
1.855	54	**2.529**	54	**3.554**	54
1.861	54	**2.533**	54	3.557	51
1.863	54	**2.536**	54	3.576	52
1.885	51	2.608	53	3.579	53
1.887	52	**2.643**	54	**3.582**	54
1.889	54	2.701	51	**3.597**	54
1.893	54	2.718	53	3.600	53
1.894	54	2.719	53	**3.609**	54
1.896	54	2.730	53	**3.610**	54
1.903	53	2.734	51	3.619	53
1.905	52	2.735	52	3.625	51
1.906	54	**2.810**	54	3.627	51
1.907	51	2.814	53	3.635	51
1.926	54	2.849	53	**3.636**	54
1.930	53	2.858	53	**3.642**	54
1.931	54	2.917	53	**3.708**	54
1.935	53	2.922	53	3.715	51
1.944	53	2.923	53	**3.726**	54
1.950	52	2.952	53	**3.727**	54
1.967	54	2.962	53	**3.737**	54
1.975	53	**2.969**	54	3.762	50
1.976	54	3.004	51	3.766	52
1.979	51	**3.005**	54	3.803	53
1.991	53	3.016	51	**3.804**	54
1.995	53	3.025	51	**3.879**	54
2.062	52	3.026	52	**3.901**	54
2.071	51	**3.034**	54	3.936	53
2.161	53	**3.036**	54	**3.960**	54
2.201	53	**3.040**	54	3.962	53
2.231	51	**3.057**	54	**3.974**	54
2.234	54	3.073	53	**3.981**	54
2.254	53	**3.100**	54	4.049	53
2.267	54	**3.102**	54	**4.062**	54
2.270	54	**3.106**	54	4.065	52
2.272	54	3.111	53	**4.072**	54
2.302	54	3.113	53	**4.076**	54
2.304	54	3.121	53	**4.088**	54
2.305	54	3.160	52	4.090	53
2.385	53	3.165	52	4.118	53
2.407	51	3.166	52	**4.128**	54
2.408	50	3.173	53	**4.135**	54
2.410	52	**3.206**	54	**4.136**	54
2.411	47	3.214	53	**4.145**	54
2.412	50	3.222	53	4.150	53
2.413	52	3.235	47		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
4.158	53	**5.372**	54	6.289	51	7.494	53	8.631	53	**9.600**	54
4.170	54	5.388	52	**6.291**	54	7.509	52	8.670	53	9.601	53
4.197	53	5.398	51	6.304	50	**7.515**	54	8.676	52	9.619	52
4.198	54	5.399	53	6.317	51	7.525	52	**8.690**	54	9.620	53
4.211	52	5.402	51	6.320	49	7.527	51	8.698	53	**9.627**	54
4.217	52	**5.429**	54	6.323	53	**7.531**	54	**8.702**	54	**9.628**	54
4.233	54	5.443	53	**6.324**	54	7.536	52	8.704	52	**9.630**	54
4.241	52	5.448	47	6.331	53	**7.539**	54	8.705	50	9.643	51
4.243	51	5.462	51	6.367	53	7.540	51	8.706	52	9.644	51
4.244	53	5.463	51	**6.379**	54	7.541	53	8.707	53	**9.645**	54
4.270	53	**5.475**	54	6.382	51	7.567	52	8.709	50	9.654	53
4.271	54	**5.480**	54	6.384	51	7.572	53	8.710	51	**9.656**	54
4.293	54	5.486	51	**6.392**	54	**7.591**	54	**8.720**	54	**9.664**	54
4.307	52	5.504	51	**6.429**	54	**7.653**	54	8.724	53	**9.665**	54
4.312	54	**5.506**	54	6.462	53	**7.664**	54	8.747	52	**9.667**	54
4.347	54	**5.508**	54	**6.463**	54	**7.666**	54	**8.748**	54	9.668	52
4.350	53	**5.512**	54	6.548	53	7.667	51	**8.759**	54	**9.669**	54
4.351	52	5.513	53	**6.552**	54	**7.674**	54	**8.763**	54	**9.684**	54
4.394	52	**5.524**	54	**6.566**	54	**7.676**	54	8.776	53	9.685	52
4.395	52	**5.537**	54	6.633	53	**7.687**	54	**8.778**	54	9.687	52
4.406	52	5.554	53	6.641	52	**7.695**	54	8.782	51	9.700	51
4.409	54	**5.564**	54	**6.642**	54	**7.696**	54	8.794	52	**9.702**	54
4.412	53	5.600	53	**6.650**	54	7.701	52	8.799	51	9.720	53
4.413	52	5.603	53	6.661	51	7.703	53	8.825	52	9.721	51
4.420	53	5.613	51	**6.667**	54	**7.719**	54	8.832	53	**9.724**	54
4.421	52	**5.706**	54	6.692	52	**7.723**	54	8.874	51	**9.726**	54
4.423	52	**5.727**	54	6.697	53	7.724	52	**8.875**	54	**9.736**	54
4.427	54	5.733	53	**6.700**	54	**7.728**	54	8.876	51	**9.757**	54
4.437	54	5.754	53	6.705	52	**7.739**	54	**8.896**	54	9.759	53
4.446	52	5.776	53	**6.715**	54	**7.744**	54	8.901	53	**9.766**	54
4.449	52	**5.813**	54	**6.740**	54	7.790	51	8.909	52	**9.788**	54
4.473	53	5.836	53	6.743	52	**7.791**	54	**8.912**	54	**9.790**	54
4.474	52	**5.840**	54	6.744	51	7.802	50	8.933	45	**9.825**	54
4.487	52	5.844	51	**6.745**	54	7.844	52	8.934	46	9.826	53
4.500	53	5.845	52	6.773	53	7.871	53	**8.951**	54	**9.828**	54
4.501	53	5.854	53	6.774	53	7.877	53	**8.972**	54	9.835	53
4.601	54	5.856	53	6.783	53	7.879	53	8.999	53	**9.837**	54
4.614	53	5.858	53	**6.792**	54	7.880	52	9.005	53	9.921	51
4.634	51	**5.859**	54	6.807	52	7.898	47	9.006	52	9.929	52
4.636	53	**5.862**	54	**6.808**	54	7.899	51	**9.009**	54	**9.930**	54
4.638	53	5.863	47	6.809	50	7.938	52	**9.027**	54	**9.933**	54
4.640	53	**5.881**	54	6.811	52	**7.942**	54	**9.040**	54	9.935	53
4.653	53	5.890	45	**6.819**	54	7.945	51	**9.059**	54	**9.936**	54
4.673	50	5.898	51	**6.873**	54	7.946	50	**9.060**	54	**9.937**	54
4.684	54	5.906	53	**6.887**	54	7.947	53	9.062	52	9.939	52
4.687	52	5.909	53	**6.917**	54	7.952	53	9.066	51	9.958	53
4.718	54	**5.910**	54	**6.945**	54	7.953	53	**9.070**	54	**9.986**	54
4.720	54	**5.911**	54	6.946	52	**7.958**	54	9.072	53	**9.990**	54
4.723	54	**5.929**	54	**6.947**	54	**7.964**	54	9.073	51	**9.996**	54
4.739	54	5.937	52	**6.950**	54	7.965	52	**9.097**	54	10.000	53
4.750	51	5.958	51	**6.965**	54	7.971	53	**9.100**	54	10.016	53
4.751	51	**5.959**	54	**6.973**	54	7.973	52	9.136	53	10.017	53
4.824	51	5.961	51	7.011	51	7.974	52	**9.146**	54	10.058	51
4.825	50	5.987	53	7.012	53	7.977	51	9.153	52	**10.060**	54
4.827	53	6.011	51	**7.025**	54	7.978	53	9.173	51	**10.066**	54
4.837	54	**6.012**	54	7.044	52	**7.980**	54	**9.174**	54	10.076	53
4.861	54	6.013	52	**7.082**	54	7.981	51	9.176	53	10.078	53
4.868	53	**6.020**	54	7.093	53	**7.990**	54	9.243	53	10.081	53
4.871	54	6.024	53	7.095	52	**8.004**	54	9.247	53	10.082	53
4.910	42	6.026	52	**7.126**	54	8.013	53	9.248	52	10.085	46
4.925	54	6.027	51	7.136	51	**8.019**	54	**9.231**	54	10.089	53
4.926	52	6.028	46	**7.139**	54	8.021	53	9.236	53	10.090	47
4.927	51	6.035	53	**7.150**	54	**8.036**	54	9.247	52	10.091	47
4.939	54	**6.036**	54	**7.151**	54	**8.085**	54	9.249	52	10.111	52
4.941	54	6.041	51	**7.177**	54	**8.104**	54	9.268	53	10.135	53
4.943	54	6.043	51	**7.178**	54	8.131	53	9.269	51	**10.137**	54
4.945	54	6.044	52	**7.179**	54	**8.139**	54	**9.396**	54	10.146	53
4.984	54	6.045	52	7.180	53	**8.141**	54	9.397	51	**10.165**	54
5.034	52	6.051	53	7.181	51	**8.159**	54	**9.418**	54	10.168	53
5.038	54	**6.054**	54	7.287	53	8.183	51	9.419	53	**10.194**	54
5.078	53	6.056	51	**7.292**	54	**8.184**	54	9.430	51	**10.207**	54
5.081	53	**6.058**	54	**7.293**	54	8.223	53	9.435	51	10.213	53
5.083	52	**6.064**	54	7.298	53	**8.229**	54	9.436	53	10.269	53
5.135	53	6.067	52	7.301	51	8.234	53	**9.448**	54	**10.294**	54
5.137	54	6.074	50	7.302	51	**8.258**	54	**9.470**	54	10.295	53
5.140	51	6.089	51	**7.314**	54	8.301	51	**9.485**	54	**10.354**	54
5.194	54	6.092	45	7.318	51	8.304	53	**9.493**	54	**10.355**	54
5.196	53	**6.148**	54	7.319	52	8.306	51	**9.511**	54	10.356	53
5.204	54	**6.151**	54	7.321	51	8.361	41	9.514	53	10.362	53
5.205	51	6.152	51	7.323	51	8.367	53	**9.526**	54	10.371	51
5.207	54	6.156	50	7.334	50	8.369	53	**9.535**	54	**10.372**	54
5.244	53	6.157	51	7.382	52	8.388	53	**9.540**	54	10.377	53
5.247	53	6.197	53	7.400	52	8.392	52	**9.541**	54	10.396	53
5.248	54	**6.214**	54	**7.411**	54	8.396	53	9.543	52	10.402	53
5.251	52	**6.224**	54	7.435	53	8.421	50	9.544	51	10.420	53
5.264	54	6.243	53	7.460	53	8.441	52	9.546	53	**10.428**	54
5.294	53	6.247	46	7.466	53	8.527	52	9.548	51	10.486	52
5.297	54	6.248	50	7.467	52	**8.556**	54	**9.550**	54	10.487	52
5.299	52	6.249	51	7.469	53	8.588	53	**9.552**	54	**10.490**	54
5.304	54	**6.263**	54	**7.473**	54	8.589	51	9.555	53	10.505	52
5.314	54	6.276	53	7.486	53	8.590	52	9.557	52	**10.506**	54
5.333	52	**6.277**	54	7.487	52	**8.592**	54	9.560	53	**10.507**	53
5.336	53	6.278	51	7.490	51	8.620	53	9.563	53	10.544	53
5.338	53	6.288	52	7.492	52	**8.630**	54	**9.593**	54		

NUMÉROS	ANNEES de remboursement.	NUMÉROS	ANNEES de remboursement.	NUMÉROS	ANNEES de remboursement.	NUMÉROS	ANNEES de remboursement.	NUMÉROS	ANNEES de remboursement.	NUMÉROS	ANNEES de remboursement.
10.559	53	11.763	53	12.871	53	14.148	54	15.613	53	16.468	52
10.564	51	11.764	54	12.872	54	14.157	53	15.614	54	16.487	54
10.568	42	11.775	53	12.874	52	14.187	54	15.615	54	16.488	54
10.570	47	11.791	53	12.882	52	14.204	54	15.654	53	16.536	50
10.571	53	11.797	53	12.889	51	14.284	54	15.655	54	16.545	54
10.575	53	11.801	53	12.890	54	14.309	53	15.657	53	16.547	52
10.576	46	11.822	54	12.892	53	14.344	53	15.658	54	16.554	53
10.642	53	11.836	54	12.918	53	14.350	54	15.659	53	16.570	51
10.703	52	11.859	54	12.921	53	14.352	51	15.660	42	16.571	53
10.711	53	11.874	54	12.926	53	14.360	51	15.661	54	16.572	54
10.731	53	11.889	54	12.929	54	14.362	54	15.662	41	16.574	52
10.732	54	11.890	54	12.933	54	14.380	54	15.663	53	16.575	49
10.740	51	11.894	53	12.936	54	14.385	54	15.683	41	16.576	51
10.746	54	11.897	52	12.937	54	14.505	54	15.694	47	16.584	54
10.747	51	11.902	53	12.939	53	14.506	53	15.695	41	16.586	51
10.761	46	11.906	54	12.940	54	14.508	50	15.771	54	16.587	54
10.762	51	11.925	54	12.943	51	14.515	54	15.772	53	16.588	54
10.792	53	11.931	53	12.945	51	14.516	45	15.773	53	16.591	53
10.800	54	11.932	54	12.962	51	14.517	47	15.779	54	16.601	51
10.818	53	11.937	52	12.980	53	14.538	52	15.787	54	16.616	54
10.819	54	11.975	50	13.018	54	14.539	54	15.794	54	16.619	54
10.821	53	12.011	53	13.030	54	14.553	53	15.795	53	16.632	54
10.823	53	12.026	54	13.031	54	14.567	54	15.802	52	16.634	54
10.827	53	12.027	54	13.049	53	14.568	54	15.804	53	16.635	54
10.861	52	12.028	53	13.055	54	14.588	52	15.845	53	16.641	51
10.869	42	12.034	47	13.078	54	14.621	53	15.821	52	16.644	54
10.876	54	12.043	54	13.082	50	14.623	52	15.825	54	16.645	54
10.877	54	12.054	54	13.089	52	14.625	52	15.834	53	15.653	54
10.913	54	12.059	54	13.098	53	14.626	52	15.839	50	16.654	53
10.934	53	12.060	54	13.101	54	14.627	45	15.841	51	16.695	54
10.935	52	12.079	51	13.173	54	14.628	53	15.859	54	16.709	53
10.948	50	12.092	53	13.183	54	14.633	53	15.887	54	16.713	51
10.953	54	12.093	53	13.185	54	14.635	53	15.945	54	16.714	53
10.955	53	12.129	53	13.219	53	14.638	45	15.959	52	16.715	54
10.970	52	12.146	54	13.237	53	14.640	54	15.975	52	15.719	54
10.971	54	12.153	54	13.289	54	14.676	54	16.006	45	16.721	53
11.004	52	12.225	54	13.318	52	14.678	53	16.012	52	16.724	54
11.010	53	12.227	54	13.347	53	14.679	51	16.015	50	16.758	54
11.014	54	12.228	54	13.360	53	14.709	51	16.018	54	16.779	54
11.054	51	12.273	52	13.384	53	14.718	53	16.019	54	16.815	54
11.073	54	12.281	53	13.385	47	14.731	47	16.020	53	16.836	53
11.085	53	12.284	52	13.408	53	14.781	49	16.021	52	16.844	54
11.090	53	12.292	52	13.414	54	14.802	54	16.023	54	16.847	54
11.091	53	12.362	54	13.422	52	14.813	53	16.024	54	16.864	53
11.093	54	12.375	52	13.470	54	14.814	54	16.054	52	16.865	52
11.157	54	12.377	53	13.483	53	14.837	52	16.077	54	16.868	54
11.178	54	12.391	54	13.497	53	14.877	54	16.106	50	16.872	54
11.180	53	12.392	53	13.499	54	14.929	54	16.116	53	16.874	54
11.181	53	12.399	54	13.501	54	14.932	54	16.120	54	16.875	54
11.182	54	12.405	54	13.516	53	14.933	50	16.137	54	16.881	53
11.200	54	12.412	54	13.574	46	14.969	53	16.169	54	16.882	54
11.202	54	12.450	52	13.580	54	14.986	53	16.200	53	16.883	54
11.207	46	12.456	53	13.589	54	14.987	54	16.208	54	16.891	54
11.241	51	12.457	52	13.593	53	15.019	54	16.211	54	16.895	54
11.242	53	12.476	54	13.597	54	15.020	52	16.212	54	16.899	54
11.254	52	12.477	53	13.598	54	15.021	54	16.215	53	16.905	54
11.281	54	12.478	54	13.620	53	15.015	50	16.216	54	16.914	53
11.294	51	12.481	54	13.621	53	15.075	54	15.237	54	16.916	54
11.297	54	12.487	53	13.644	54	15.085	54	16.247	53	16.929	53
11.327	54	12.488	52	13.649	53	15.087	53	16.266	52	16.930	49
11.338	53	12.490	52	13.655	54	15.095	54	16.267	54	16.934	50
11.354	54	12.507	52	13.659	54	15.101	53	16.287	53	16.954	51
11.359	54	12.509	54	13.660	53	15.109	54	16.238	54	16.962	54
11.360	54	12.518	53	13.664	53	15.118	54	16.290	52	16.968	52
11.368	54	12.532	54	13.665	54	15.119	54	16.294	54	16.989	54
11.369	53	12.536	54	13.666	53	15.130	54	16.295	54	17.008	52
11.465	53	12.537	53	13.668	54	15.176	53	16.326	52	17.041	54
11.466	54	12.539	52	13.676	54	15.185	53	16.329	54	17.042	53
11.472	53	12.546	54	13.786	53	15.253	47	16.335	54	17.048	52
11.473	54	12.562	52	13.831	53	15.254	54	16.346	53	17.064	54
11.506	54	12.570	53	13.835	53	15.334	53	16.392	54	17.067	53
11.509	53	12.574	52	13.837	54	15.363	54	16.398	54	17.076	53
11.510	54	12.579	52	13.857	46	15.427	53	16.399	52	17.139	54
11.514	54	12.582	53	13.868	52	15.428	53	16.401	54	17.153	54
11.516	53	12.583	53	13.945	46	15.432	52	16.402	54	17.231	52
11.517	53	12.597	53	13.950	52	15.442	53	16.404	54	17.234	53
11.518	54	12.640	54	13.971	50	15.444	54	16.407	53	17.271	54
11.536	53	12.661	54	13.996	54	15.446	53	16.408	54	17.292	54
11.581	53	12.662	53	13.997	52	15.453	54	16.413	52	17.293	54
11.591	54	12.664	54	13.999	54	15.480	52	16.414	54	17.303	52
11.592	52	12.665	53	14.000	54	15.482	54	16.415	53	17.309	54
11.593	52	12.668	54	14.009	54	15.491	54	16.422	54	17.310	54
11.604	52	12.673	53	14.025	53	15.494	53	16.423	54	17.312	53
11.629	54	12.675	54	14.029	53	15.508	54	16.426	54	17.314	52
11.636	54	12.797	54	14.034	54	15.518	54	16.427	53	17.315	54
11.641	53	12.732	53	14.038	54	15.528	53	16.431	53	17.319	53
11.664	54	12.735	54	14.039	53	15.556	53	16.439	50	17.320	54
11.680	53	12.782	54	14.052	54	15.557	53	16.441	52	17.321	54
11.686	53	12.812	53	14.079	52	15.558	50	16.444	54	17.394	52
11.703	54	12.818	52	14.092	52	15.568	54	16.447	54	17.327	54
11.709	46	12.819	52	14.103	54	15.576	54	16.448	53	17.329	53
11.723	52	12.892	53	14.126	50	15.599	54	16.458	54	17.341	54
11.743	53	12.894	54	14.138	53	15.605	52	16.462	53	17.342	54
		12.861	53	14.139	52	15.608	54	16.467	53		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
17.347	54	18.466	53	**19.626**	54	**22.171**	54	**24.068**	54	25.794	53
17.353	52	**18.475**	54	19.639	51	22.173	53	24.078	50	25.850	53
17.354	54	18.487	53	19.667	53	22.174	53	24.080	51	**25.851**	54
17.361	54	18.489	52	19.668	53	22.177	45	24.081	51	**25.863**	54
17.364	54	**18.498**	54	19.698	52	**22.194**	54	**24.163**	54	25.865	51
17.365	53	18.500	51	19.709	53	**22.195**	54	24.164	53	**25.866**	54
17.367	54	18.525	52	**19.717**	54	22.196	50	**24.167**	54	25.917	53
17.377	51	**18.528**	54	**19.781**	54	22.197	53	24.230	52	**25.922**	54
17.411	51	18.531	52	**19.783**	54	**22.206**	54	24.250	52	25.923	53
17.422	51	18.551	52	19.824	51	**22.244**	54	24.255	51	25.936	42
17.441	51	18.552	53	**19.825**	54	22.247	52	24.270	53	25.938	51
17.442	51	18.553	53	**19.839**	54	22.270	52	**24.284**	54	25.939	53
17.482	54	**18.572**	54	19.841	51	**22.271**	54	24.286	52	25.940	43
17.506	53	18.586	53	19.842	51	**22.291**	54	**24.287**	54	25.941	51
17.507	54	**18.629**	54	19.844	51	**22.318**	54	24.310	52	25.952	53
17.523	54	**18.630**	54	**19.850**	54	**22.319**	54	**24.316**	54	**25.957**	54
17.524	54	18.650	53	**19.860**	54	22.394	53	24.364	51	**25.958**	54
17.525	52	18.685	53	**19.876**	54	22.399	53	24.374	53	25.990	53
17.531	54	**18.689**	54	19.877	53	**22.401**	54	24.407	46	25.993	52
17.543	54	18.691	53	**19.878**	54	**22.501**	54	24.418	51	**26.067**	54
17.659	53	**18.717**	54	**19.882**	54	22.505	53	**24.421**	54	**26.069**	54
17.663	53	**18.720**	54	19.937	49	22.508	53	24.422	53	**26.093**	54
17.669	53	18.721	52	20.184	52	**22.512**	54	24.450	50	26.106	53
17.671	52	18.728	53	20.185	53	22.530	52	24.552	51	**26.108**	54
17.679	53	**18.735**	54	**20.219**	54	22.531	53	24.559	50	**26.121**	54
17.743	54	18.768	50	20.224	53	22.533	52	**24.569**	54	**26.122**	54
17.744	51	18.779	53	**20.232**	54	22.566	52	**24.572**	54	**26.123**	54
17.765	53	18.780	51	**20.234**	54	22.584	53	**24.595**	54	26.166	53
17.766	54	**18.786**	54	**20.235**	54	22.584	53	**24.599**	54	**26.189**	54
17.784	50	18.853	51	20.272	51	**22.593**	54	**24.605**	54	26.264	51
17.786	54	**18.867**	54	20.282	51	22.602	53	24.613	51	**26.268**	54
17.793	50	18.872	53	20.385	51	22.608	53	24.696	53	**26.318**	54
17.808	54	**18.887**	54	20.386	51	22.609	54	24.737	51	**26.321**	54
17.816	41	18.889	51	20.439	50	22.615	53	24.738	52	**26.322**	54
17.825	53	18.912	52	20.513	53	**22.693**	54	24.772	53	**26.332**	54
17.835	53	18.913	53	**20.545**	54	22.704	53	**24.777**	54	**26.333**	54
17.842	54	18.915	51	**20.549**	54	22.715	53	24.779	53	**26.356**	54
17.873	53	18.922	53	**20.560**	54	**22.749**	54	**24.864**	54	26.453	52
17.921	52	**18.927**	54	**20.566**	54	22.755	53	24.865	52	26.478	47
17.958	54	18.931	52	**20.569**	54	22.756	52	24.866	51	**26.497**	54
17.959	51	18.939	51	**20.571**	54	22.758	50	**24.882**	54	26.498	53
17.985	51	18.941	54	20.619	53	**22.775**	54	**24.900**	54	**26.546**	54
17.987	54	**18.943**	54	**20.620**	54	22.778	53	24.916	45	26.674	53
17.992	51	**18.946**	54	20.651	53	**22.803**	54	**24.931**	54	26.694	53
17.994	52	**18.951**	54	**20.652**	54	**22.806**	54	**24.990**	54	**26.696**	54
17.995	53	18.961	52	**20.691**	54	22.814	53	**24.991**	54	26.715	53
17.996	54	**18.981**	54	20.745	53	22.871	52	25.005	50	**26.762**	54
18.011	50	**18.987**	54	20.777	52	22.876	53	25.012	51	26.817	51
18.012	54	**19.024**	54	**20.798**	54	**22.899**	54	**25.013**	54	26.821	51
18.020	54	**19.025**	54	20.887	51	22.971	51	25.015	53	26.829	53
18.022	51	**19.064**	54	20.945	51	22.972	53	25.040	51	26.830	53
18.050	54	19.065	53	20.974	53	22.982	53	**25.056**	54	**26.834**	54
18.060	54	19.070	53	20.977	51	22.990	53	**25.057**	54	26.841	53
18.064	54	**19.141**	54	20.979	53	**22.991**	54	25.066	52	26.884	53
18.070	53	19.151	53	**20.981**	54	22.992	53	**25.115**	54	**26.895**	54
18.073	54	19.153	53	**21.005**	54	**23.058**	54	25.116	53	26.896	53
18.074	54	**19.160**	54	21.014	53	23.059	53	25.117	53	26.897	53
18.078	53	**19.164**	54	**21.044**	54	**23.130**	54	25.156	53	**26.941**	54
18.087	54	**19.165**	54	21.148	53	23.205	53	25.157	53	**26.958**	54
18.091	53	**19.174**	54	**21.207**	54	**23.223**	54	**25.158**	54	**27.093**	54
18.118	54	19.207	53	21.213	50	23.230	53	**25.169**	54	27.138	54
18.142	52	**19.213**	54	21.214	46	**23.236**	54	25.196	51	27.173	53
18.158	41	19.231	53	21.215	53	23.238	53	25.199	52	**27.179**	54
18.159	54	19.232	52	21.216	51	23.239	51	**25.202**	54	**27.180**	54
18.164	50	19.240	51	21.217	53	23.243	53	**25.203**	54	27.202	53
18.165	54	**19.245**	54	21.239	46	**23.244**	54	25.208	45	**27.224**	54
18.166	52	**19.247**	54	21.282	42	**23.274**	54	25.225	53	**27.245**	54
18.168	54	**19.249**	54	21.297	53	23.283	51	25.227	53	27.247	53
18.172	54	19.257	42	21.298	50	**23.315**	54	25.238	52	27.248	53
18.173	53	19.299	47	**21.483**	54	23.322	50	25.244	53	27.260	52
18.187	54	19.320	53	**21.500**	54	23.325	51	25.257	53	**27.282**	54
18.193	53	**19.321**	54	21.531	41	**23.330**	54	25.282	53	**27.283**	54
18.209	52	19.323	51	**21.586**	54	**23.340**	54	25.286	52	**27.309**	54
18.275	51	**19.343**	54	**21.589**	54	23.341	53	**25.287**	54	27.322	52
18.282	53	19.344	53	21.599	52	23.348	53	**25.295**	54	27.325	53
18.283	54	19.407	53	**21.844**	54	23.376	51	**25.314**	54	27.333	53
18.297	52	19.409	53	21.857	53	**23.507**	54	**25.331**	54	27.338	51
18.298	51	19.411	53	**21.858**	54	**23.528**	54	**25.332**	54	27.341	53
18.299	53	19.418	53	21.870	53	**23.542**	54	25.389	52	**27.349**	54
18.309	54	19.462	52	**21.883**	54	**23.546**	54	25.398	52	**27.360**	54
18.333	53	**19.483**	54	**21.888**	54	**23.548**	54	**25.399**	54	27.361	53
18.354	51	19.503	53	21.890	53	23.619	53	**25.403**	54	**27.379**	54
18.362	52	**19.504**	54	21.928	50	**23.663**	54	**25.432**	54	27.392	51
18.363	52	19.505	54	21.957	52	**23.716**	54	25.455	51	**27.405**	54
18.367	49	**19.553**	54	21.974	53	**23.723**	54	25.471	50	**27.457**	54
18.373	52	**19.563**	54	**22.012**	54	**23.767**	54	25.472	45	27.459	51
18.377	54	**19.565**	54	22.028	52	**23.769**	54	**25.488**	54	27.467	53
18.380	54	**19.569**	54	22.044	53	**23.785**	54	25.559	47	27.469	52
18.387	54	19.573	53	**22.045**	54	**23.803**	54	25.599	53	27.470	52
18.388	51	19.577	53	22.064	53	**23.806**	54	25.600	52	27.472	51
18.407	51	19.581	47	22.128	50	24.016	52	25.676	53	**27.484**	54
18.425	54	19.584	52	**22.145**	54	**24.017**	54	25.677	52	**27.487**	54
18.429	54	19.595	53	22.147	52	**24.035**	54	**25.791**	54	**27.490**	54
18.447	53	**19.618**	54	**22.156**	52	24.044	53	25.792	53		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
27.515	54	29.400	53	30.602	53	**31.705**	54	**33.138**	54	34.813	53
27.516	54	29.430	53	30.633	52	31.706	52	**33.140**	54	34.814	51
27.530	52	**29.431**	53	**30.670**	54	31.743	53	33.141	52	34.815	52
27.563	54	**29.444**	54	**30.678**	54	**31.749**	54	33.145	52	34.839	53
27.565	51	**29.452**	54	30.684	53	**31.799**	54	**33.163**	54	34.873	52
27.567	52	**29.491**	54	**30.695**	54	**31.809**	54	33.198	52	**34.923**	54
27.573	52	29.493	53	30.696	52	31.811	51	**33.200**	54	**34.998**	54
27.575	54	**29.507**	54	30.710	52	31.812	53	**33.233**	54	**35.049**	54
27.577	51	**29.508**	54	30.711	52	31.832	52	**33.283**	54	**35.062**	54
27.653	51	29.511	53	**30.718**	54	31.840	51	33.294	53	**35.065**	54
27.667	54	**29.512**	54	30.726	51	**31.841**	54	**33.295**	54	35.133	52
27.682	46	29.515	53	**30.727**	54	31.842	53	**33.511**	54	35.160	52
27.693	54	29.520	52	30.732	52	**31.848**	54	**33.513**	54	35.170	53
27.694	54	29.530	51	30.738	52	31.852	50	33.524	53	35.182	52
27.695	53	29.531	51	**30.761**	54	31.864	53	33.544	53	**35.223**	54
27.698	54	**29.575**	54	30.762	50	**31.881**	54	33.545	53	35.225	46
27.705	54	29.616	53	**30.833**	54	31.899	53	33.565	51	**35.236**	54
27.708	53	29.627	52	30.847	53	**31.901**	54	**33.572**	54	35.256	51
27.709	53	29.631	53	30.848	53	31.916	53	33.580	53	35.257	52
27.711	53	29.632	53	30.855	53	**31.935**	54	**33.582**	54	35.274	53
27.712	53	29.634	53	30.878	53	31.970	52	**33.587**	54	35.281	52
27.729	52	29.638	53	30.879	52	31.980	53	33.591	53	**35.307**	54
27.756	51	**29.651**	54	**30.955**	54	32.009	53	**33.593**	54	**35.317**	54
27.816	53	29.670	53	30.956	53	32.012	52	**33.597**	54	35.339	51
27.832	50	29.672	51	**31.003**	54	32.013	53	**33.628**	54	35.340	53
27.833	52	29.690	53	31.007	52	32.019	52	**33.631**	54	35.368	53
27.867	54	**29.700**	54	**31.014**	54	32.058	52	**33.716**	54	35.390	51
27.926	53	**29.708**	54	31.018	50	**32.072**	54	33.750	53	35.394	53
27.928	52	**29.720**	54	31.048	52	**32.075**	54	33.759	52	**35.396**	54
27.938	54	**29.725**	54	**31.049**	54	32.106	52	33.776	53	**35.414**	54
27.942	54	**29.729**	54	**31.077**	54	32.111	52	33.783	53	35.430	53
28.006	53	29.745	51	31.088	52	32.113	53	33.788	47	**35.431**	54
28.009	53	29.746	51	**31.101**	54	**32.144**	54	33.789	51	**35.432**	54
28.028	54	29.773	53	31.104	53	32.151	47	**33.850**	54	**35.478**	54
28.056	54	**29.775**	54	**31.156**	54	**32.152**	54	**33.856**	54	35.479	54
28.090	53	29.787	53	31.189	52	**32.153**	54	33.858	52	35.488	54
28.121	53	29.840	53	31.190	53	32.167	52	33.885	54	**35.494**	54
28.171	54	29.842	53	31.193	47	32.195	51	**33.887**	54	35.500	53
28.176	54	**29.850**	54	31.201	53	32.200	54	33.892	45	35.502	53
28.197	51	29.856	52	31.202	52	32.221	53	33.895	52	**35.571**	54
28.230	53	29.857	53	**31.204**	54	**32.259**	54	**33.898**	54	**35.575**	54
28.247	54	**29.858**	54	31.205	51	32.260	51	33.907	53	35.578	53
28.264	54	29.860	51	31.206	51	**32.261**	54	33.911	53	**35.640**	54
28.303	47	29.867	53	**31.212**	54	32.262	53	34.017	53	35.708	52
28.305	54	**29.869**	54	31.247	51	32.279	52	34.030	53	35.789	51
28.311	51	**29.878**	54	31.256	51	32.281	51	**34.034**	54	35.791	53
28.324	54	**29.879**	54	31.295	50	32.286	53	**34.041**	54	35.815	51
28.326	54	**29.884**	54	**31.296**	54	32.288	53	**34.061**	54	35.816	52
28.333	52	**29.888**	54	31.303	53	32.292	53	34.086	53	35.824	52
28.347	54	**29.909**	54	**31.314**	54	32.294	53	34.097	53	35.835	51
28.348	54	**29.927**	54	31.319	53	32.300	53	**34.127**	54	**35.837**	54
28.350	52	**29.929**	54	31.332	52	32.318	53	34.136	53	35.844	50
28.368	53	**29.932**	54	**31.334**	54	**32.319**	54	**34.143**	54	35.849	53
28.389	54	**29.948**	54	**31.350**	54	**32.329**	54	34.157	51	**35.870**	54
28.416	53	**29.952**	54	31.365	52	32.379	52	34.196	52	35.881	52
28.469	53	29.954	53	31.368	51	32.420	52	34.197	53	35.882	53
28.472	53	29.956	53	31.371	53	**32.422**	54	**34.237**	54	**35.954**	54
28.480	54	**29.963**	54	31.372	51	**32.439**	54	**34.255**	54	35.959	52
28.481	54	30.005	52	31.374	53	32.456	50	**34.319**	54	35.983	53
28.485	53	30.013	53	31.380	53	32.457	53	**34.371**	54	**36.027**	54
28.617	52	**30.017**	54	31.383	53	32.472	53	34.405	53	**36.030**	54
28.624	52	**30.038**	54	**31.414**	54	32.473	53	**34.406**	54	**36.065**	54
28.656	54	**30.040**	54	**31.421**	54	32.483	51	**34.418**	54	36.099	53
28.704	54	30.059	53	**31.444**	54	**32.484**	54	**34.421**	54	36.100	52
28.706	52	30.093	53	**31.454**	54	32.510	54	**34.428**	54	36.101	51
28.719	54	**30.094**	54	31.467	51	**32.521**	54	34.433	53	36.143	52
28.725	54	**30.126**	54	31.488	51	**32.539**	54	34.435	53	36.184	53
28.743	52	30.127	53	**31.490**	54	32.540	53	34.437	53	36.185	54
28.745	54	30.128	51	31.491	53	**32.557**	54	**34.438**	54	36.197	53
28.849	51	30.142	52	31.494	53	32.563	53	34.444	53	**36.216**	54
28.854	52	30.147	53	**31.495**	54	32.578	54	34.470	53	36.326	53
28.917	54	**30.158**	54	**31.505**	54	32.582	54	**34.497**	54	**36.391**	54
29.038	52	30.159	53	31.508	52	32.583	53	34.498	52	**36.425**	54
29.079	54	30.165	53	31.509	52	32.620	53	**34.499**	54	**36.430**	54
29.080	54	30.166	43	**31.514**	54	**32.639**	54	34.511	53	**36.434**	54
29.083	54	**30.167**	54	31.533	51	32.659	53	34.513	53	**36.436**	54
29.125	53	30.175	53	31.536	53	**32.660**	54	34.514	53	36.476	52
29.126	52	30.178	51	**31.538**	54	**32.669**	54	34.515	46	**36.572**	54
29.130	53	30.198	51	31.543	53	**32.693**	54	34.520	53	**36.575**	54
29.152	52	**30.411**	54	31.544	53	32.695	53	34.604	53	**36.576**	54
29.168	53	30.416	53	**31.549**	54	32.702	52	34.605	53	**36.581**	54
29.169	53	**30.421**	54	31.576	52	32.759	53	34.607	53	36.583	52
29.170	53	30.422	53	**31.577**	54	**32.760**	54	34.613	53	36.588	52
29.188	54	30.450	51	31.578	51	32.780	53	**34.628**	54	36.589	53
29.193	54	30.451	53	31.585	53	**32.783**	54	**34.629**	54	**36.591**	54
29.203	53	30.480	53	**31.609**	54	**32.820**	54	34.664	45	**36.592**	54
29.263	54	30.487	53	31.611	53	**32.849**	54	34.673	53	**36.598**	54
29.282	54	30.490	51	31.613	52	**32.888**	54	34.695	53	36.603	53
29.349	54	30.507	52	**31.614**	54	**32.893**	54	**34.707**	54	**36.605**	54
29.360	54	30.513	51	31.635	42	32.935	53	**34.712**	54	**36.606**	54
29.361	54	30.546	52	31.660	51	**32.944**	54	34.738	52	36.607	52
29.379	52	**30.585**	54	**31.698**	54	32.981	53	**34.787**	54	**36.608**	54
29.380	52	**30.591**	54	**31.702**	54	33.030	53	34.789	50	36.609	54
29.398	54	**30.592**	54	31.704	53	**33.095**	54	**34.801**	54	**36.612**	54
						33.097	53	34.812	51		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
36.613	52	38.069	52	39.710	54	41.405	54	42.838	54	44.218	54
36.617	54	38.098	53	39.711	54	41.409	54	42.842	54	44.222	53
36.665	54	38.104	53	39.715	54	41.443	53	42.902	54	44.236	54
36.705	54	38.105	46	39.747	54	41.447	54	42.904	54	44.244	54
36.710	54	38.106	54	39.843	54	41.459	52	42.939	54	44.245	45
36.712	53	38.125	53	39.846	54	41.472	54	42.947	53	44.247	54
36.714	53	38.150	54	39.870	54	41.534	54	42.970	46	44.250	53
36.717	53	38.159	54	39.871	53	41.550	53	42.984	51	44.272	51
36.718	52	38.166	53	39.882	54	41.551	53	42.990	47	44.319	54
36.720	54	38.167	54	39.892	54	41.555	54	42.994	54	44.333	54
36.721	54	38.169	52	39.911	53	41.557	52	43.002	54	44.336	45
36.722	54	38.172	53	39.944	51	41.559	51	43.009	53	44.347	54
36.723	53	38.173	54	39.946	54	41.561	53	43.017	52	44.353	53
36.777	54	38.174	50	39.955	54	41.565	50	43.019	51	44.368	54
36.782	54	38.175	51	39.967	53	41.566	54	43.020	54	44.376	53
36.794	53	38.283	53	40.122	54	41.581	53	43.073	53	44.386	54
36.802	53	38.284	53	40.204	54	41.582	53	43.076	51	44.407	54
36.825	54	38.396	54	40.205	54	41.609	54	43.078	54	44.417	54
36.855	54	38.397	54	40.240	54	41.623	52	43.234	49	44.419	54
36.892	51	38.440	54	40.242	42	41.717	54	43.235	54	44.421	54
36.924	54	38.448	53	40.243	52	41.719	54	43.236	50	44.430	54
36.925	54	38.449	54	40.245	51	41.797	51	43.238	51	44.444	52
36.968	54	38.560	54	40.246	41	41.822	54	43.273	46	44.455	41
36.993	54	38.667	52	40.247	50	41.823	43	43.275	54	44.457	47
37.002	53	38.674	54	40.248	53	41.824	54	43.277	54	44.458	53
37.008	53	38.679	53	40.251	47	41.848	54	43.283	54	44.459	52
37.051	54	38.683	54	40.253	45	41.864	54	43.284	54	44.466	52
37.060	51	38.740	54	40.257	52	41.887	47	43.291	51	44.498	53
37.062	51	38.763	54	40.258	43	41.949	54	43.292	46	44.499	54
37.064	53	38.770	52	40.259	50	41.956	53	43.294	51	44.507	42
37.067	52	38.772	54	40.262	51	41.959	53	43.298	54	44.526	54
37.071	54	38.775	54	40.263	51	41.991	54	43.341	54	44.533	53
37.072	51	38.792	53	40.266	53	42.059	47	43.344	54	44.540	52
37.075	52	38.868	53	40.325	51	42.091	51	43.485	54	44.548	52
37.076	53	38.869	53	40.327	54	42.092	47	43.492	54	44.549	53
37.078	54	38.881	54	40.328	52	42.093	53	43.519	54	44.562	54
37.081	53	38.967	54	40.332	54	42.098	54	43.605	46	44.566	46
37.082	51	38.970	54	40.340	54	42.156	52	43.620	54	44.595	50
37.114	54	38.998	54	40.341	53	42.163	54	43.621	42	44.602	54
37.117	51	39.013	54	40.342	53	42.167	54	43.623	53	44.603	54
37.120	50	39.018	54	40.350	54	42.183	46	43.626	54	44.611	53
37.123	50	39.020	54	40.357	53	42.184	47	43.631	54	44.622	53
37.124	51	39.021	54	40.360	46	42.186	47	43.649	53	44.637	53
37.129	52	39.030	54	40.361	54	42.188	45	43.650	54	44.651	54
37.131	54	39.088	50	40.365	54	42.189	54	43.657	54	44.652	54
37.133	52	39.089	54	40.368	51	42.190	45	43.659	54	44.667	54
37.135	53	39.093	54	40.387	54	42.191	45	43.676	51	44.668	54
37.136	51	39.124	54	40.388	54	42.193	42	43.680	54	44.692	54
37.143	53	39.149	54	40.391	54	42.195	54	43.681	54	44.696	54
37.144	53	39.177	50	40.440	54	42.196	45	43.686	52	44.705	54
37.171	54	39.185	54	40.442	54	42.226	54	43.687	54	44.720	54
37.172	46	39.188	54	40.454	54	42.230	45	43.688	53	44.749	54
37.173	53	39.189	50	40.459	54	42.326	51	43.691	54	44.769	54
37.183	54	39.196	52	40.469	54	42.329	53	43.692	54	44.794	53
37.214	54	39.198	54	40.479	54	42.388	53	43.695	52	44.826	54
37.307	53	39.201	54	40.483	54	42.427	51	43.701	54	44.831	53
37.313	54	39.203	53	40.504	54	42.442	45	43.753	50	44.832	54
37.320	54	39.239	53	40.516	53	42.476	53	43.763	54	44.833	52
37.331	54	39.256	53	40.586	50	42.478	54	43.766	51	44.835	52
37.342	54	39.257	52	40.592	52	42.482	54	43.810	54	44.836	51
37.352	54	39.268	52	40.593	54	42.486	54	43.814	54	44.837	52
37.353	53	39.270	47	40.595	54	42.499	54	43.817	54	44.869	52
37.404	51	39.271	52	40.598	54	42.505	54	43.827	54	44.871	54
37.407	54	39.302	52	40.636	54	42.568	54	43.830	54	44.872	54
37.414	53	39.304	51	40.660	51	42.583	53	43.921	54	44.920	54
37.448	51	39.307	54	40.662	53	42.589	53	43.930	51	44.924	51
37.526	52	39.315	53	40.670	54	42.593	54	43.936	51	45.021	53
37.606	54	39.321	51	40.672	53	42.595	54	43.944	52	45.023	54
37.614	52	39.330	54	40.677	53	42.598	53	43.954	47	45.033	54
37.617	51	39.354	50	40.678	53	42.612	52	43.955	45	45.037	54
37.620	53	39.356	54	40.695	45	42.621	54	43.958	46	45.049	54
37.665	53	39.358	46	40.696	52	42.623	52	43.959	51	45.051	54
37.668	54	39.359	50	40.697	52	42.634	45	43.960	54	45.070	51
37.671	53	39.366	53	40.744	53	42.636	53	43.961	52	45.088	47
37.689	52	39.372	54	40.749	54	42.645	54	43.962	46	45.141	54
37.692	53	39.373	51	40.755	53	42.647	53	44.053	54	45.144	54
37.701	53	39.580	53	40.756	42	42.650	54	44.062	54	45.147	54
37.745	53	39.607	54	40.758	51	42.653	52	44.079	53	45.163	54
37.798	54	39.608	53	40.760	46	42.654	53	44.082	54	45.165	50
37.869	53	39.609	54	40.762	53	42.656	50	44.083	54	45.166	50
37.873	53	39.610	54	40.763	54	42.673	53	44.132	54	45.167	46
37.903	54	39.612	47	40.765	42	42.674	54	44.140	54	45.181	54
37.907	53	39.613	53	40.780	54	42.682	54	44.142	54	45.188	52
37.909	52	39.614	54	40.783	54	42.683	53	44.151	53	45.190	53
37.916	53	39.615	50	40.785	54	42.688	54	44.160	54	45.216	54
37.917	54	39.618	54	40.786	51	42.690	53	44.161	54	45.222	54
37.918	52	39.621	54	40.800	53	42.699	54	44.163	51	45.230	54
37.919	53	39.623	50	41.127	53	42.718	52	44.164	45	45.233	51
37.920	54	39.625	54	41.133	52	42.725	54	44.167	54	45.235	54
37.921	53	39.626	50	41.214	51	42.730	53	44.172	54	45.236	54
37.923	53	39.630	54	41.252	54	42.733	54	44.180	54	45.249	54
37.944	54	39.631	51	41.275	54	42.734	54	44.183	53	45.258	54
37.970	54	39.700	54	41.276	54	42.738	53	44.194	54	45.262	53
38.063	52			41.278	52	42.756	53			45.266	52
				41.334	54						

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
45.267	54	45.988	53	**46.621**	54	**47.473**	54	48.240	53	49.044	51
45.268	52	46.007	53	46.627	50	47.475	53	**48.242**	54	**49.045**	54
45.289	52	46.008	50	46.629	52	47.476	54	48.254	53	49.046	53
45.321	54	46.009	53	**46.634**	54	**47.480**	54	**48.259**	54	49.048	53
45.326	54	**46.012**	54	46.638	53	47.501	45	**48.263**	54	**49.049**	54
45.327	54	**46.047**	54	46.662	52	47.561	53	**48.285**	54	**49.067**	54
45.355	54	46.105	54	46.663	50	47.563	53	**48.289**	54	**49.072**	54
45.374	54	46.109	53	**46.654**	54	47.564	46	48.304	51	**49.080**	54
45.390	54	**46.110**	54	**46.673**	54	**47.565**	54	**48.310**	54	**49.083**	54
45.400	51	46.118	52	**46.710**	54	**47.568**	54	48.315	53	**49.100**	54
45.411	54	**46.123**	54	46.728	52	**47.616**	54	**48.334**	54	**49.101**	54
45.412	54	46.124	46	**46.729**	54	47.617	53	48.336	45	**49.119**	54
45.415	54	46.125	53	**46.737**	54	47.653	52	**48.337**	54	49.128	52
45.421	54	**46.126**	54	**46.803**	54	47.654	50	**48.340**	54	49.132	53
45.438	54	46.127	46	46.828	53	47.664	53	**48.359**	54	49.142	42
45.442	46	46.130	52	46.829	50	47.700	54	48.360	52	**49.159**	54
45.446	53	46.132	49	**46.833**	54	**47.701**	54	48.361	51	49.192	53
45.458	50	**46.137**	54	**46.834**	54	47.736	54	**48.362**	54	**49.209**	54
45.460	53	46.145	51	**46.836**	54	47.745	41	48.368	53	**49.210**	54
45.464	54	46.158	51	46.870	51	47.789	51	48.384	51	49.218	51
45.480	52	46.159	52	**46.888**	54	47.794	52	**48.383**	54	49.245	52
45.481	52	**46.160**	52	46.898	52	**47.798**	54	**48.388**	54	49.248	53
45.493	54	46.162	52	46.914	53	47.802	51	**48.516**	54	49.250	53
45.494	53	**46.163**	41	**46.927**	54	47.804	45	48.568	45	49.251	53
45.495	53	**46.164**	50	**46.928**	54	47.808	53	48.570	42	**49.253**	54
45.496	53	46.165	52	**46.943**	54	47.822	53	48.586	52	49.255	50
45.523	51	**46.206**	54	**46.944**	54	47.823	47	**48.587**	54	49.257	50
45.654	52	**46.219**	54	46.945	53	**47.840**	54	**48.659**	54	**49.261**	54
45.655	45	**46.231**	54	**46.946**	54	**47.844**	54	48.664	53	**49.263**	54
45.674	53	46.234	53	**46.964**	54	47.862	53	48.694	45	49.266	50
45.676	54	**46.235**	54	**47.023**	54	**47.867**	54	48.695	53	49.291	51
45.680	52	46.238	53	47.035	53	**47.883**	54	**48.700**	54	49.292	52
45.682	54	46.239	54	47.036	53	**47.888**	54	48.701	52	**49.296**	54
45.683	54	**46.241**	54	47.040	53	**47.895**	54	48.707	52	49.298	53
45.684	54	46.242	54	**47.060**	53	**47.904**	54	**48.709**	54	49.299	54
45.686	54	46.243	50	**47.067**	54	**47.986**	54	48.716	53	49.302	53
45.690	53	**46.244**	54	**47.093**	54	48.063	53	48.717	50	49.303	54
45.706	54	46.251	45	**47.096**	54	48.068	46	**48.718**	54	49.307	54
45.711	54	**46.252**	54	**47.104**	54	**48.073**	54	48.719	53	**49.343**	54
45.712	49	46.253	54	47.113	54	48.075	47	**48.722**	54	**49.360**	54
45.715	54	46.254	45	47.116	49	**48.076**	54	**48.724**	54	49.391	52
45.716	52	**46.287**	54	47.120	50	48.078	54	**48.729**	54	**49.458**	54
45.718	54	**46.288**	54	**47.121**	54	48.079	54	**48.736**	54	**49.460**	54
45.719	53	**46.309**	54	**47.127**	54	48.088	54	**48.744**	54	49.461	52
45.721	46	**46.327**	54	**47.169**	54	48.089	46	**48.745**	54	49.464	53
45.752	54	**46.365**	54	47.173	54	**48.093**	54	48.757	53	**49.476**	54
45.754	54	46.367	50	**47.178**	54	48.108	53	48.758	54	**49.481**	54
45.761	52	**46.378**	54	47.186	53	48.129	53	48.801	53	**49.529**	54
45.765	52	**46.383**	54	47.225	53	48.133	50	**48.802**	54	**49.530**	54
45.766	54	46.386	50	47.228	53	48.134	53	**48.863**	54	**49.532**	54
45.768	53	46.389	50	**47.263**	54	48.135	53	48.864	53	49.555	53
45.798	54	**46.390**	54	47.269	53	48.152	53	48.867	52	49.599	53
45.813	54	46.396	54	**47.270**	54	**48.153**	54	48.870	53	49.611	53
45.833	54	46.435	53	47.272	53	48.165	52	**48.878**	54	49.620	53
45.860	52	46.451	50	47.283	54	**48.181**	50	48.920	53	49.625	53
45.910	52	46.470	54	**47.285**	54	48.183	46	48.921	50	49.711	54
45.914	53	**46.478**	54	**47.299**	54	48.184	53	**48.923**	54	49.714	54
45.919	54	46.532	53	**47.301**	54	48.187	53	48.931	52	49.715	53
45.921	54	**46.539**	54	47.305	53	**48.189**	54	**48.933**	54	49.770	53
45.929	53	**46.542**	54	47.309	53	48.190	53	48.968	54	**49.771**	54
45.936	53	**46.548**	54	47.360	53	**48.191**	54	48.970	52	**49.776**	54
45.966	54	**46.563**	54	47.367	53	48.205	52	**48.951**	54	**49.778**	54
45.979	54	**46.585**	54	**47.382**	54	**48.208**	54	**48.958**	54	**49.842**	54
45.980	53	**46.580**	54	47.387	52	48.209	53	**48.986**	54	49.843	52
45.984	53	46.584	53	47.431	52	**48.211**	54	48.997	52	**49.890**	54
45.986	53	46.592	45	**47.436**	54	**48.212**	54	**49.036**	54	49.913	54
45.987	54	46.599	47	47.469	54	**48.237**	54	49.039	53	49.957	54
		46.602	54	**47.471**	54						

Les obligations amorties au tirage du 30 novembre 1953 seront remboursables à partir du 1er janvier 1954.

U. C. P. M. I.

Union de Consommateurs de produits métallurgiques et industriels

(FORGES ET ACIERIES D'HAGONDANGE)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.520.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 31, AVENUE MONTAIGNE, PARIS (8e)

Registre du commerce: Seine n° 75184.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1945.

Nouvième amortissement du 20 janvier 1954.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé par rachats en Bourse à son amortissement du 20 janvier 1954.

En conséquence, il n'y aura pas de tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été effectués par rachats en Bourse, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

Grands Magasins de Nouveautés "Aux Deux Passages"

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 43.500.000 F DONT 500.000 F REMBOURSÉS

SIÈGE SOCIAL: 34-36, RUE DE LA RÉPUBLIQUE, LYON

Registre du commerce: 4819 B.

MM. les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1947 de 5.000 F sont informés que la société, usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission, a racheté sur le marché 42 obligations, chiffre prévu au tableau d'amortissement pour le 1er février 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des titres amortis antérieurement restant à rembourser.

Tirage du 6 janvier 1953.

1 à 9 inclus.

Tirage du 6 janvier 1949.

499 500 503 504 505 506 507 508 509 510

Etablissements JACQUES BARUT, ses Fils & Cᵉ

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 28.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 26, RUE SAINTE-BARBE, CHAMBERY (SAVOIE)
Registre du commerce: Chambéry n° 2714.

Obligations 4 1/4 0/0 1946 de 5.000 F.

Liste par ordre numérique des 15 obligations 4 1/4 0/0 1946 sorties au tirage d'amortissement du 31 decembre 1953 et remboursables à 5.000 F.

66 — 67 — 95 — 108 — 124 à 128 — 388 à 393

Cet amortissement est le quatrième effectué sur cet emprunt. L'amortissement de 1951 a été effectué par tirage, l'amortissement de 1952 par rachat, l'amortissement de 1953 par tirage.

Tous les numéros sortis sont actuellement remboursés.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 25 février 1946.*)

IMPRIMERIE CHAIX

Imprimerie et librairie centrales des chemins de fer.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 101.562.500 F
SIÈGE SOCIAL: 20, RUE BERGÈRE, A PARIS (9ᵉ)
Registre du commerce : Seine n° 52309.

Obligations 6 3/4 0/0 1950 de 5.000 F.

Liste numérique des 57 obligations amorties au premier tirage (4ᵉ amortissement) effectué le 28 décembre 1953 (la société a racheté 52 titres pour compléter cet amortissement).

1.461 à 1.517

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 15 janvier 1954.

SOCIETE RATEAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 606.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 40, RUE DU COLISÉE, PARIS (8ᵉ)
R. C.: Seine n° 56018.

Obligations 5 3/4 0/0 1953 de 10.000 F.

Tirage au sort du 23 décembre 1953.

Liste numérique des 837 obligations (compte tenu des obligations précédemment rachetées) sorties au tirage au sort du 23 décembre 1953 et remboursables à 11.500 F à partir du 1ᵉʳ février 1954, coupon du 1ᵉʳ février 1955 et suivants attachés.

6.744 à 7.620

Pour parfaire l'amortissement de la première tranche prévu au tableau d'amortissement (publié précédemment au *Journal officiel* du 25 mars 1953), la société a procédé au rachat en Bourse de 375 obligations.

Le remboursement des titres sortis au tirage au sort aura lieu à partir du 1ᵉʳ février 1954 aux caisses des établissements suivants et de leurs agences:

Société générale, 29, boulevard Haussmann, à Paris;
Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris;
Comptoir national d'escompte, 14, rue Lergère, à Paris;
Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, à Paris;
Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris;
Banque transatlantique, 17, boulevard Haussmann, à Paris.

AVIS DIVERS

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Emprunt communal à lots 6 0/0 octobre 1953.

Les obligations communales à lots 6 0/0 octobre 1953 seront délivrées à partir du 21 janvier 1954 à la caisse où la souscription a été faite.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

MM. Albert Schwein, né à Colmar le 15 octobre 1901, Bernard Schwein, né à Colmar le 30 mai 1930, André Schwein, né à Colmar le 10 février 1932, demeurant à Colmar, 6, rue des Fleurs, déposent une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à leur nom patronymique celui de Schewin.

M. Marcel Schwein, né à Colmar le 28 mars 1906, demeurant à Colmar, 14, rue Schwendi, tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs: Marie-Marcelle, née le 7 septembre 1936 à Colmar; Paulette, née le 2 décembre 1947 à Colmar; Jean-Pierre, né le 16 janvier 1952 à Colmar, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Schewin.

M. Epstein (Marcel), né à Sarrebruck (Sarre) le 23 février 1931, demeurant à Boulogne-sur-Seine, 8, rue Edouard-Detaille, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Estin.

M. Bensimon (Albert-Isaac), né à Alger (Algérie) le 25 août 1894, demeurant à Valence, 17, rue Balzac, tant pour lui que pour son enfant mineur Roger-Albert, né à Vernoux (Ardèche) le 6 octobre 1939, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Simon.

M. Pensimon (Jacques-Charles-Nessim), né à Valence le 11 juillet 1931, demeurant 17, rue Balzac, à Valence, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Simon.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

9 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Cercle culturel espérantiste de Valence-d'Agen.** But: étude, propagation de l'espéranto et utilisation dans tous les domaines culturels sur le plan international. Siège social: mairie de Valence-d'Agen.

9 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Amicale Pont-de-Briques.** But: pratique du football, athlétisme, éducation physique. Siège social: café Bigand, rue E.-Madaré, Pont-de-Briques.

9 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Saint-Hubert-Club de la mutuelle de coordination légale de la préfecture de la Seine, de l'assistance publique et des administrations annexes.** But: favoriser le développement et la pratique de la chasse parmi le personnel des administrations précitées. Siège social : 6, rue François-Miron, Paris.

9 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Belley. **Joyeuse Boule ouvrière.** But: pratique du sport bouliste. Siège social: cités Martelin, Saint-Rambert-en-Bugey.

10 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Renaissance gœulzinoise.** But: pratiquer l'éducation physique et tous les sports. Siège social: café Mercier, Gœulzin.

10 décembre 1953. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association du groupement de défense sanitaire des animaux de la région de la Chèze.** But: défense sanitaire des animaux. Siège social: mairie de la Chèze.

10 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Senlis. **Association des candidats constructeurs d'Orry-la-Ville.** But: aider les candidats constructeurs à accomplir les formalités administratives ou autres et les représenter partout où leur intérêt sera en jeu. Siège social: mairie d'Orry-la-Ville.

10 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Gaudens. **La Palombe moncaupoise.** But: destruction des nuisibles et des oiseaux de proie, répression du braconnage, repeuplement en gibier. Siège social: mairie de Moncaup.

10 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense des mal-logés de Saint-Maur.** But: défendre les intérêts moraux et matériels de la famille et œuvrer à la mise en application de projets permettant de donner à chaque mal-logé un logement sain correspondant à ses besoins. Siège social: mairie de Saint-Maur.

11 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de l'Aisne. **Solidarité beautoroise.** But: promouvoir, soutenir, favoriser de toute manière l'instruction populaire et relever le niveau culturel de la commune. Siège social: mairie de Beautor.

11 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Europe-Touring,** association culturelle et touristique. But: échanges internationaux, touritiques et cours de langues. Siège social: Europe-Touring, 45, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

11 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de Troyes. **Jeunesse et culture populaire.** But: aider au développement de l'éducation populaire des jeunes. Siège social: 53, rue Turenne, Troyes.

12 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Abbeville. **La Raquette pongiste d'Escarbotin.** But: pratique du tennis de table. Siège social: 38, place de la Mairie, Friville-Escarbotin.

12 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Gaudens. **Office municipal des sports.** But: coordonner et encourager les activités sportives. Siège social: mairie de Saint-Gaudens.

14 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Amicale classe 1955.** But: entretenir l'amitié entre ses membres. Siège social: café Beaupin, 24, rue Aristide-Briand, la Tour-du-Pin.

14 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Martinique. **Ligue de basket-ball de la Martinique.** But: contrôler, organiser et développer le basket-ball à la Martinique; créer un lien entre les clubs pratiquant le basket-ball; entretenir toutes relations utiles avec les clubs ou groupements affiliés à la fédération française de basket-ball et avec les pouvoirs publics et autres organismes sportifs. Siège social: maison du sport, Fort-de-France.

15 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. **Le Grenier du Dropt.** But: propager le théâtre amateur. Siège social: chez M. Roussille (Paul), Allemans-du-Dropt.

15 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Sports et arts.** But: pratique des sports collectifs et individuels et organisation de distractions saines pour ses adhérents. Siège social: 1, rue Léo-Lagrange, Quincy-sous-Sénart.

16 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Amicale des anciens scouts.** But: grouper les anciens membres du scoutisme. Siège social: 9, cours Fauriel, Saint-Etienne.

16 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Ciné-Club de Martigues-Port-de-Bouc.** But: diffusion de la culture cinématographique. Siège social: 2, quai Général-Leclerc, Martigues.

17 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Thiers. **Association thiernoise pour l'aide à la construction et l'accession à la propriété.** But: aide à la construction et amélioration du logement par le moyen d'un double service d'informations et de prêts. Siège social: maison des œuvres, 7, place de la Halle, Thiers.

17 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Lure. **Comité de patronage du club des anciens d'Héricourt.** But: entr'aide matérielle et morale sous toutes ses formes aux vieillards économiquement faibles d'Héricourt et environs immédiats. Siège social: hôtel de ville d'Héricourt.

17 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Groupe spéléologique de Montrouge.** But: recherches et exploration des cavités naturelles. Siège social: 62, rue Périer, Montrouge.

18 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Constantine. **Foyer rural de M'Lila.** But: mettre à la disposition de ses membres des moyens de distraction, de formation technique et de culture générale. Siège social: Bordj, commune mixte d'Ain-M'Lila.

18 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bernay. **Judo-Club de Pont-Audemer.** But: pratique du judo et du jiu-jitsu. Siège social: café Robert Leblanc, route de Lisieux, Pont-Audemer.

18 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Péronne. **La Boule ferrée hamoise.** But: développer le goût du jeu de boules et maintenir et augmenter les traditions de bonne camaraderie et de fraternité. Siège social: café du Jeu de Paume, esplanade du Château, Ham.

18 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Amicale théâtrale de Couleuvre.** But: propagation du théâtre amateur. Siège social: mairie de Couleuvre.

18 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale des prévoyants.** But: faciliter aux adhérents la constitution en commun, par la souscription d'assurance collective auprès d'une entreprise habilitée à cet effet, d'œuvres d'assistance ou de prévoyance au profit de ses membres et de leur famille. Siège social: 28, rue de Châteaudun, Paris.

18 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Abbeville. **Mouvement d'entr'aide ouvrière pour l'habitat de Friville-Escarbotin-Belloy.** But: coordonner et promouvoir un ensemble d'efforts permettant aux chefs de famille d'accéder, dans le cadre de la législation, à la propriété d'une habitation. Siège social: mairie de Friville-Escarbotin.

19 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Institut national de tourisme culturel.** But: étude de toutes questions concernant la vie touristique et culturelle tant en France qu'à l'étranger; faire connaître à l'étranger le potentiel culturel de la France; échanges culturels. Siège social: 8, rue Halévy, Paris.

19 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. **Amicale des réseaux de la France combattante** (sous-section basque). But: assistance et bienfaisance entre les membres. Siège social: Union nationale des anciens combattants, 48, quai des Corsaires, Bayonne.

20 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association familiale pour la formation rurale professionnelle agricole des jeunes de Pradelles et environs.** But: défendre les droits des familles adhérentes; participer à la gestion morale et matérielle de l'établissement. Siège social: rue Dubreuil, à Pradelles.

21 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Cantine scolaire des écoles publiques.** But: assurer un repas aux enfants éloignés de l'école ou appartenant à une famille nombreuse. Siège social: école de garçons, Saint-Victor-de-Cessieu.

21 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Union sportive de Belin-Beliet.** But: pratique de tous les sports. Siège social: mairie de Belin.

22 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Argelès. **Amis de l'école laïque de filles de Lourdes.** But: promouvoir l'idéal laïque en resserrant les liens d'amitié autour de l'école de filles. Siège social: 23, rue de Bagnères, Lourdes.

22 décembre 1953. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. **Association des vieux travailleurs et économiquement faibles Force ouvrière des Pyrénées-Orientales.** But: aider moralement et matériellement les vieux travailleurs et économiquement faibles et se consacrer à l'amélioration du sort de ces catégories déshéritées. Siège social: place des Orfèvres, Perpignan.

22 décembre 1953. Déclaration à la préfecture du Finistère. **Restaurant des petits.** But: servir un repas chaud aux élèves éloignés de l'école. Siège social: école maternelle, rue Vis, Quimper.

22 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Association amicale des anciens étudiants des facultés d'Aix.** But: établir entre ses membres des liens de camaraderie et d'entr'aide; maintenir les traditions des facultés d'Aix. Siège social: 31, rue Chardon-Lagache, Paris.

23 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Comité départemental du Finistère du « Jeu provençal et pétanque ».** But: organisation de jeux de boules, provençal et pétanque. Siège social: café Les Arcades, rue de Siam, à Brest.

23 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de Lille. **Institution Saint-Pierre.** But: assurer gratuitement la gestion matérielle et le développement de l'institution Saint-Pierre. Siège social: 18, rue Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, Lille.

23 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Dax. **Fanfare de Saint-Julien-en-Born.** But: favoriser, développer et entretenir le goût de la musique en procédant par réunions, répétitions, concours de solfège, et en prenant part à des concours. Siège social: mairie de Saint-Julien-en-Born.

24 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaudun. **Amicale des anciens résistants du secteur Sud d'Eure-et-Loir.** But: grouper tous les anciens résistants du secteur Sud du département d'Eure-et-Loir afin de perpétuer le souvenir des héroïques combats de la clandestinité et de la libération et faire valoir les droits des résistants. Siège social: hôtel de ville, Châteaudun.

28 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Lure. **Association des anciens combattants et victimes de guerre d'Aillevillers-La Vaivre.** But: défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre, organisation de fêtes. Siège social: mairie d'Aillevillers.

28 décembre 1953. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Cébazat-Sports.** But: pratique du sport et en particulier du football et de l'athlétisme. Siège social: mairie, Cébazat.

28 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de la Châtre. **Société communale des chasseurs de Thevet-Saint-Julien.** But: réunir tous les chasseurs et propriétaires de la commune en vue de l'organisation de la chasse et de la protection des propriétés et des récoltes, de la protection du gibier, de la destruction des animaux nuisibles et surtout de la répression du braconnage. Siège social: mairie, Thevet-Saint-Julien.

29 décembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Cantine scolaire de Montereau.** But: fournir le repas de midi aux enfants de l'école publique. Siège social: école publique de garçons, Montereau.

29 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Jean-Macé-Sports.** But: développement et pratique du sport et de l'éducation physique. Siège social: école de garçons Jean-Macé, rue Delessert, Brest.

29 décembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Noël de la vieillesse.** But: venir en aide aux vieillards. Siège social: préfecture d'Ille-et-Vilaine, Rennes.

29 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Association de parents d'élèves du collège mixte de Montivilliers.** But: permettre de discuter en commun tout ce qui pourra concerner l'intérêt des enfants; former des vœux à ce sujet; en poursuivre la réalisation; contribuer à la prospérité morale et matérielle de l'établissement. Siège social: collège, Montivilliers.

29 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Comité interprofessionnel du logement, Villers-Bretonneux et environs.** But: tous travaux en vue de constructions de maisons destinées à l'accession de la propriété individuelle des travailleurs. Siège social: 27, route d'Amiens, Villers-Bretonneux.

30 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **L'Ablette pont-de-gennoise et montfortaise.** But: lutte contre le braconnage. Siège social: mairie, Pont-de-Gennes.

30 décembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Union sportive de Bouzaréa.** But: donner au pays des hommes forts, par la pratique du football-association et par la culture physique et tous les sports. Siège social: mairie, Bouzaréa-Alger.

30 décembre 1953. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Amicale des sapeurs-pompiers d'Avion.** But: allocations pour le perfectionnement et l'instruction du corps des sapeurs-pompiers. Siège social: 111, boulevard Gabriel-Péri, Avion.

30 décembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Alger. **El Mohaffidine.** But: enseignement de la langue arabe aux jeunes filles et garçons musulmans du quartier de la ville de la cité Bel-Air, Hussein-Dey. Siège social: chez M. Lazizi Méziane, cité Bel-Air, Hussein-Dey.

30 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Comité des fêtes de bienfaisance « La Fourchette issacaise ».** But: maintenir des liens de camaraderie et d'entente entre ses membres; organiser des fêtes dont une partie des recettes sera versée à diverses œuvres. Siège social: Etablissement veuve Turon, Issac, commune de Saint-Médard-en-Jalles.

31 décembre 1953. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Fondation scientifique de la recherche anthropologique.** But: étude scientifique de l'universalité des connaissances et découvertes en fonction de l'homme. Siège social: 66, rue Barbéris, Nice.

31 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Amand. **Association de la jeunesse vesdunoise.** But: organiser des conférences populaires, des réunions de sports, de gymnastique; développer le sens artistique par des séances théâtrales et l'étude de la musique par le groupement affilié « La Vigneronne »; créer une bibliothèque. Siège social: ancienne école libre de Vesdun, route de Culan.

6 janvier 1954. Déclaration à la préfecture de police. **Les Liens brisés.** But: faciliter, par tous moyens appropriés et notamment par la formation professionnelle, le reclassement social et familial d'enfants abandonnés ou moralement délaissés, notamment de jeunes délinquants. Siège social: 42, rue de Grenelle, Paris.

MODIFICATIONS

16 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. L'Association des chefs de famille de Beuvry-Gorre change de titre et devient **Association familiale de Beuvry.** Transfert du siège social de chez M. Deretz-Defrance, rue Pasteur, Beuvry, chez M. Deretz (Roger), secrétaire trésorier, rue Pasteur, Beuvry.

3 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Société amicale des sapeurs-pompiers de Fouquières-lez-Lens.** Modifications au but: subvenir aux frais des fêtes et concours ayant pour but le perfectionnement des jeunes au parcours du sapeur-pompier et l'instruction musicale. Siège social: local des sapeurs-pompiers, Fouquières-lez-Lens.

8 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. L'orchestre Euphona change de titre et devient **La Philharmonie de Vincennes** et transfère son siège social du 9, rue des Vignerons, à Vincennes, à la mairie de Vincennes.

10 décembre 1953. Déclaration à la préfecture des Basses-Pyrénées. Le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air change son titre qui devient **Association des auberges de jeunesse des Basses-Pyrénées** (section du Mouvement laïque des auberges de jeunesse). Siège social: 9, palais des Pyrénées, Pau.

15 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **L'Union pour la nation.** Modifications au but. Transfert du siège social du 3, square de l'avenue du Bois, Paris, au 9, avenue des Gobelins, Paris.

17 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Sarlat. L'Aéro-Club de Sarlat change de titre et devient **Aéro-Club du sarladais.** Siège social. hôtel du Lion-d'Or, Sarlat.

22 décembre 1953. Déclaration à la préfecture du Tarn-et-Garonne. L'**Association d'éducation populaire des écoles paroissiales du Rond et du Fort** transfère son siège social du 2, rue du Collège, Montauban, au 94, avenue Gambetta, Montauban.

23 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. L'Association départementale des veuves de la guerre 1914-1918 des orphelins et ascendants change son titre qui devient: **Association départementale des veuves de guerre 1914-1918, 1939-1945 et Indochine.** Modification aux statuts. Transfert du siège social du 55, rue de Roanne, Saint-Etienne, au 2, rue de la Résistance, Saint-Etienne.

5 janvier 1954. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. Le Club européen des professions libérales change de titre et devient: **Union mondiale des intellectuels.** But: constituer entre les adhérents un service de relations et échanges culturels par le moyen de conférences, déplacements, séjours de vacances. Siège social: hôtel Riviéra-Palace, Menton.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

3 septembre 1953. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Béthune le 18 décembre 1953.) **Union des sociétés féminines polonaises en France** (section de Calonne-Ricouart). But: conserver parmi les membres de la colonie polonaise la culture et les traditions de son pays. Siège social: salle Kura, Calonne-Ricouart.

MODIFICATIONS

3 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Union européenne du commerce de gros des pommes de terre.** Modification aux statuts. Transfert du siège social du 20, rue Thérèse, Paris, au 220, bourse de commerce, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.